

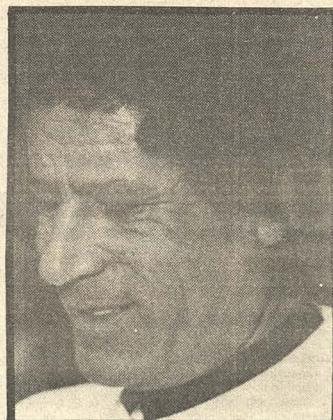
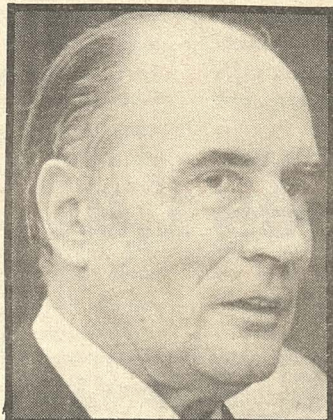
le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°516 JEUDI 2 FÉVRIER 1984 8,00 F

Tchad:



**Mitterrand
 et Kadhafi
 destinés
 à
 s'entendre
 sur le dos
 des
 Tchadiens**

**La C.G.T.
 et le
 gouvernement**

Dans les secteurs en proie aux restructurations industrielles, coincée entre la pression de la base et son soutien au gouvernement, la C.G.T. a choisi de mettre l'accent sur les côtés jugés positifs des négociations.

PAGE 4.

**Conférence de
 Stockholm**

Un petit pas pour la paix dans le monde...

Un grand pas pour Reagan sur la voie des élections présidentielles de novembre prochain.

PAGE 12.

**Jeunesse
 et violence**

Depuis la fin des années 50, dans tous les pays industrialisés, la jeunesse traverse une crise. Sans tomber dans l'alarmisme et la psychose de la violence, on peut tenter de cerner les causes de ce malaise.

PAGE 7.

éditions

- Affiches disponibles à la librairie du Monde libertaire :

Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; en soutien, à l'unité : 5 F.

L'école dresse l'enfant, groupe de Villejuif
La guerre ? Il faut s'y opposer, groupe Varlin
Etre gouverné, groupe Fresnes-Antony
Écoutez la voix sans maître
Toute élection est une soumission, groupe de Toulouse
Votez c'est abdiquer, groupe de Marseille
Les élections ne changeront rien, groupe d'Angers
L'autogestion, groupe Malatesta
Occupez-vous de vos affaires, groupe Jacob
L'autogestion, groupe Fresnes-Antony

Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; en soutien, à l'unité : 5 F.

Un outil... le Monde libertaire

Déclaration universelle des droits de l'homme (R.-L.)

Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,95 F.

Un rendez-vous avec l'anarchisme, groupe Jacob

Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,50 F ; en soutien, à l'unité : 5 F.

Nouvelle adresse, 145, rue Amelot.



- Le secrétariat de Radio-Libertaire a édité une affiche : « Écoutez la voix sans maître ». Prix : 5 F l'unité, 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Creil — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevrans, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Picardie : Pont-Sainte-Maxence — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar, Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer, Nice — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu — Corse : Ajaccio.

éditions

L'ECOLE DRESSE L'ENFANT

L'ECOLE
AUJOURD'HUI
TEND VERS
L'ALIÉNATION
TOTALE
DE L'ENFANT.

L'ÉDUCATION
LIBERTAIRE
S'EST FIXÉE
POUR BUT
SA LIBÉRATION
TOTALE.



FÉDÉRATION
ANARCHISTE
145, RUE AMELOT — Paris-11^e

- Le groupe de Villejuif-Vitry a édité une affiche : « L'Ecole dresse l'enfant ». Prix : 5 F l'unité, 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

communiqués

- Le groupe libertaire Louise-Michel organise dans son local au 10, rue Robert-Planquette, PARIS 18^e, métro Blanche ou Abbesses, chaque jeudi à partir de 20 h, une série de cours. Au programme : le 2 février, l'anarcho-syndicalisme italien, l'U.S.I. d'hier et d'aujourd'hui par Martine (Gr. Libertad) ; le 9 février, la S.A.C., actualité du syndicalisme révolutionnaire suédois par J. Toublet (Gr. Pierre-Besnard).

- Anar-chroniques, émission d'expression libertaire animée par des militants de la Fédération anarchiste sur LE MANS.

Emission sur Radio-Alpa, 100,1 MHz, chaque samedi de 16 h à 17 h. Samedi 28 janvier, la première émission sera consacrée à May Picqueray.

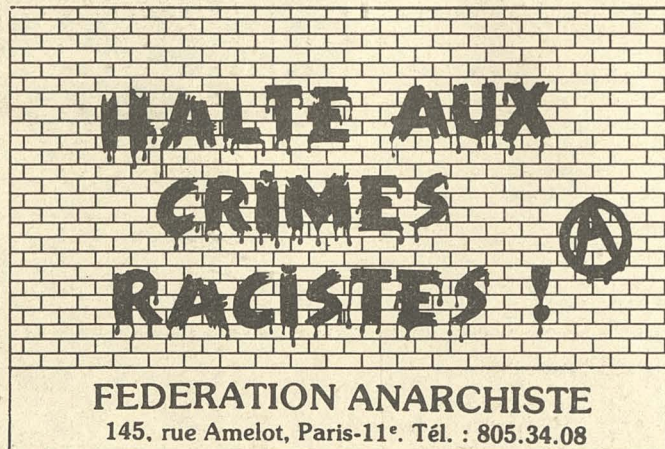
- Des débats sur le protocole d'accord Hernu/Savary, appuyés par la projection d'un montage audiovisuel, auront lieu dans le Jura et en Franche-Comté aux dates et lieux suivants :

le 21 février à BESANCON, 20 h 30, salle Proudhon ;
le 22 février à DOLE, 17 h 00, salle des Cordeliers ;
le 23 février à SAINT-CLAUDE, 21 h 00, salle J. Mermet ;
le 29 février à DIJON, 20 h 30, salle Maladière.

- Le groupe de CONFLANS-SAINTE-HONORINE assure une vente du Monde libertaire et tient une table de presse tous les dimanches matin au marché de Chennevières (Conflans).

- René Lochu, auteur de l'ouvrage *Libertaires, mes camarades de Brest et d'ailleurs* (voir M.L. n°514) viendra parler de son ouvrage à BREST le samedi 11 février 1984, à l'invitation de la Libre Pensée et de la Fédération anarchiste : sur Radio-Neptune (94,9 MHz) de 11 h à 12 h où il sera interrogé sur son livre, en direct ; à la librairie Graffiti (place Saint-Louis), où il s'entretiendra avec les lecteurs.

éditions



- Le groupe Libertad a édité un autocollant : « Halte aux crimes racistes ». Prix : 1 F l'unité, 20 F les 50 exemplaires. Format : 12 x 8.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Le choc des photos, M. Hasfeld, En Bref, Editorial — PAGE 4 : C.G.T., Chantiers navals, Viannet dit tout — PAGE 5 : La lutte pour la Vernède, Agriculture et élevage porcin — PAGE 6 : Les Pions, Guerre de classe, Combat laïque — PAGE 7 : réflexion sur la violence à l'école — PAGE 8 : Tchad, O.L.P., Maroc — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Programme Radio-Libertaire, Radio, Note de lecture, film, spectacle — PAGE 12 : Conférence de Stockholm, Gattaz...

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

..

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement ☐ Réabonnement ☐ Abonnement de soutien ☐ Règlement (à joindre au bulletin) ☐

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Mandat-lettre ☐

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

• Le groupe 265, Paris-Bastille, d'Amnesty international organise le 2 février prochain une réunion publique d'information sur le thème des droits de l'homme dans le monde.

Une présentation de la situation dans deux pays : République démocratique d'Allemagne et Uruguay sera faite.

Animation audiovisuelle, témoignages et débats auront lieu à l'Hotel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 3^e, à 20 h 30. Métro : Saint-Paul.

• La célèbre symbiose Armée/Education avance, à gros sabots parfois, jusqu'à faire assurer les cours de soutien par des paras dans l'enceinte même de l'école. Afin de faire face aux applications de ce protocole et en obtenir l'abrogation, une semaine nationale d'action aura lieu du 14 au 21 mars 84. Pour tout savoir, le C.O.T. (Comité d'objecteurs tarmals) vient de publier le 4^e numéro de *Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement*.

Prix : 10 F + frais de port. Les commandes sont à adresser au C.O.T., B.P. 229, 81002 Albi Cédex, et les chèques doivent être libellés à l'ordre de l'A.P.E.L. Cette brochure est également disponible à la librairie du Monde libertaire.

• La lutte continue à la clinique des Orangers, à Bordeaux, pour la réintégration des militantes de la C.N.T.F. licenciées. C'est pour les soutenir que les unions locales de la région parisienne ont décidé d'organiser une fête le dimanche 5 février à partir de 15 h, au 33, rue des Vignolles, Paris 20^e. Métro : Avron ou Buzenval. La partie artistique sera animée par Serge Utgé-Royo et Hamou Chéheb.

• La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste participe à une manifestation antimilitariste à Haguenau, la dernière semaine de mars. Au programme : plusieurs débats, des projections de films et de diapos, etc. Cette manifestation « culturelle » doit durer toute la semaine. Plus de renseignements dans nos prochains numéros.

• Gilbert Alvarez, qui a déjà participé sur Radio-Libertaire à des émissions consacrées à la défense et aux droits des locataires, assure une permanence sur ce thème tous les jeudis de 14 à 19 h, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

COMMUNIQUÉ

EN octobre dernier la chambre spécialisée du tribunal de Rennes avait condamné Hervé Didier à 15 mois de prison ferme pour lui apprendre à refuser l'ordre militaire.

La cour d'appel de Rennes a rendu son verdict le 24 janvier, 15 mois de prison avec sursis. L'obtention du sursis intégral pour une si lourde peine est à considérer comme une victoire de tous ceux qui sont présents dans la lutte antimilitariste et libertaire.

Gr. L'oiseau-des-tempêtes

LE CHOC
DES PHOTOS

UN rédacteur en chef emprisonné pour avoir publié des photos dont il refuse de donner les sources. Jean Durieux (*Paris-Match*, *Photo*) s'est retrouvé derrière les barreaux pendant une semaine parce qu'il a passé des clichés du cadavre de la jeune fille victime du « Japonais cannibale ». Or, ces images ont été prises par l'Identité judiciaire et c'est donc là que *Photo* s'est procuré l'« objet du délit ». L'emprisonnement de Durieux visait à lui faire avouer le nom du policier qui a remis (vendu) les documents au journal.

Si on peut se demander quel intérêt il peut y avoir à publier ce genre de photographies, si ce n'est d'exciter la curiosité morbide et obscène d'un public voyeur à des fins commerciales, cette affaire pose tout de même un problème de taille : comment un journaliste peut-il protéger ses sources d'informations, n'ayant pas le bénéfice du « secret professionnel » ?

Admettre aujourd'hui ce type de pratiques policières et judiciaires, sous prétexte qu'il ne s'agit là que de photos « à scandale », revient à laisser grignoter la liberté de la presse en toute impunité.

Demain, des journalistes peuvent se voir inculpés et emprisonnés pour s'être procurés des documents « gênants ». On sait déjà comment les flics cuisinent des journalistes « coupables » d'avoir réalisé des interviews (Jacques Mesrine, Action directe, F.L.N.C., E.T.A., etc.) et refusant absolument de balancer ceux qui leur ont fait confiance en leur accordant un entretien clandestin.

S'il est évident que certains journalistes ne prennent pas de gants dès lors qu'ils tiennent un « scoop » et que cette profession exige certaines limites, notamment lorsqu'il s'agit de la vie privée des personnes (1), il n'empêche qu'on ne peut rester indifférent face à des méthodes visant à transformer les journalistes en indicateurs et à placer la presse sous contrôle policier et judiciaire, méthodes qui tendent à se développer.

Gr. Libertad

(1) Comme ce photographe qui a suivi une bande de loubards pendant un mois et qui a publié la photo d'un meurtre « en direct ». Ce « professionnel » se voit aujourd'hui traîner en justice par certains de ces loubards qui n'ont pas apprécié d'être tous mis dans le même sac, sous prétexte d'un reportage sur la « zone pittoresque ».

Liberation de M. Jean Durieux (à gauche).



ILS SONT PARTOUT !

DANS la série « les fachos sont partout », même où l'on s'attend le moins à les rencontrer, voici une petite histoire...

Récemment, un habitant du Val-d'Oise a eu la surprise de recevoir, adressés à son nom, des publications et des tracts du Front national. Il se rend compte que le code informatique en est le même que celui de la société S.E.R.P. à laquelle il avait commandé quelques classiques de la littérature érotique, peu de temps avant ! Il prévient son député socialiste, lequel saisit la Commission informatique et liberté de l'affaire.

La S.E.R.P. et le Front national ne font qu'un. Ce n'est même pas un secret, l'adresse est la même. Outre la diffusion de bouquins érotiques, la S.E.R.P. distribue une collection de disques « historiques », comprenant des enregistrements d'époque d'événements politiques et sociaux depuis 1936, ainsi que des albums de chansons de la Commune de Paris ou... du mouvement anarchiste !

Cette pseudo-impartialité permet au Front national d'éditer les discours des maîtres du III^e Reich, des chants nazis, des émissions de radio sous l'occupation prônant la collaboration, etc. ; le tout accompagné d'un commentaire « historien » très marqué par son anticommunisme primaire et son nationalisme (la France aux « vrais » Français).

La mésaventure arrivée à cet homme doit se répéter régulièrement pour tous ceux qui commandent quelque chose à la société S.E.R.P. Comme quoi, il faut vraiment être vigilants !

Gr. Libertad

Editorial

MERCI la gauche !... De toutes les réformes et cadeaux empoisonnés auxquels la majorité gouvernementale nous a habitués depuis bientôt trois ans, la projet de création de quinze zones franches en matière de réglementation fiscale et sociale risque incontestablement de stupéfier plus d'un citoyen dans ce pays. Bien qu'au moment où nous mettons sous presse, des propos apaisants aient été tenus par plusieurs personnalités gouvernementales sur le sujet, il est incontestable que les leçons du patronat français ont enfin porté leurs fruits.

Le représentant du C.N.P.F., Y. Gattaz, fraîchement débarqué des Etats-Unis, où il est allé voir sur place le « redémarrage » de l'économie américaine, ne doit pas en croire ses oreilles ! Les plus vieilles revendications de son organisation viennent enfin de trouver grâce aux yeux du gouvernement. Il s'agit en effet, par tout un train de mesures législatives et réglementaires, de revoir en hausse dans lesdites zones franches les fameux seuils sociaux et fiscaux auxquels sont astreintes toutes les entreprises. En clair on toucherait là une bonne partie de la législation du travail faisant obligation à tout établissement de plus de onze salariés de procéder à l'élection de délégués du personnel. On peut supposer que pour favoriser l'embauche dans les petites entreprises le seuil fatidique de onze salariés serait repoussé à un nombre bien supérieur.

Il en serait de même en ce qui concerne la limite au-delà de laquelle toute entreprise doit se doter d'un comité d'entreprise et d'un comité d'hygiène et de sécurité. Enfin le même principe serait appliqué à la réglementation fiscale prévoyant le versement d'environ 3% de la masse salariale pour les transports, la formation professionnelle, etc., aux entreprises de plus de neuf salariés.

Une fois le principe de toutes ces mesures adopté, il importait à nos distingués économistes de ne pas rester au milieu du gué et, une fois jetés à l'eau, de s'attaquer à toute forme de réglementation pouvant freiner peu ou prou, aux yeux du patronat, l'embauche et par la même la remise en marche de notre machine économique. Ce qui fut dit fut fait et, toujours pour les fameuses zones franches, il semble bien que la liberté de licenciement, les congés de reconversion, la réduction du temps de travail et l'extension des pré-retraites seraient dans le cadre des projets gouvernementaux profondément remaniés à seul fin bien sûr de donner satisfaction à ce cher Gattaz.

Le gouvernement mettrait donc en place un ensemble de mesures tendant à faire des régions sinistrées, sur le plan économique, des entités géographiques dans lesquelles les travailleurs se verraient appliquer un nouveau code du travail, une nouvelle législation faisant d'eux des citoyens de second rang. Il va sans dire que si pareil projet a pu germer dans l'esprit de certains spécialistes gouvernementaux, cela démontre clairement que jamais la collusion patrons-gouvernement n'a été aussi forte et que pour sauver l'économie capitaliste tout le monde politique, gauche et droite confondues, se mobilise.

Face à cette nouvelle offensive contre le monde du travail, faire valoir nos droits, protéger les acquis, exiger une nouvelle répartition du travail, c'est déjà remettre en question, dans une économie à la capacité de production pléthorique, l'ordre, l'autorité, la finalité même d'un type d'organisation du travail décrété par ceux qui savent et/ou disposent du capital. C'est déjà poser tout le problème de la réorganisation du travail et par voie de conséquence celle de notre système économique-politique.

Faisons en sorte que dans les luttes à venir, par notre détermination et notre capacité de résistance, ces vraies questions soient enfin posées et trouvent ne serait-ce qu'un début de solution.

MARCEL HASFELD
N'EST PLUS

HASFELD, doyen du Syndicat des correcteurs, né le 10 mai 1889 à Paris, est décédé le 19 janvier dans sa 95^e année.

Refusant l'Union sacrée, venu du groupe libertaire des Temps nouveaux, il participa à la création du Comité d'action contre la guerre en 1915, puis après la conférence de Zimmerwald au Comité pour la reprise des relations internationales. Comité qui se transforma en Comité pour la III^e internationale.

Adhérent en 1923 au P.C., il en fut exclu en 1927. Persuadé qu'il fallait développer les connaissances des travailleurs par la lecture, il créa à cette fin, en 1917, la Librairie du travail. Celle-ci, à la fois bibliothèque de prêt à domicile et maison d'édition (131 livres et brochures parus) fut un lieu privilégié de la culture ouvrière et disparut en 1938.

Vieilami

DANS un article de la même page (« Syndicalisme ou tout pour le gouvernement ») on vous parle d'une interview accordée au *Matin* par Viannet, secrétaire confédéral n°2 de la C.G.T., di 28 janvier nous apprend que la C.G.T. accuse maintenant ce quotidien d'effectuer une « petite opération politicienne ». L'interview est quasi miraculeusement retrouvée et publiée. Ainsi qu'une mise au point de la C.G.T. qui dénonce « une campagne contre la C.G.T. », ses dirigeants, son secrétaire général, qui ne grandit ni ses auteurs ni ses inspirateurs, mais qui n'empêchera nullement la C.G.T. d'assumer toutes ses responsabilités dans la conduite des luttes sociales que se développent ». L'interview a-t-il été annulé par le *Matin* ou par la direction confédérale de la C.G.T. ? L'un et l'autre auraient eu de bonnes raisons de le faire.

Georges Séguy aurait dit en plein conflit Talbot que le gouvernement avait « agi comme un manche ». Henri Krasucki et André Saignon ont, eux, considéré l'accord du 17 décembre comme une « avancée positive ». L'interview de Louis Viannet, secrétaire confédéral de la C.G.T., montre une position un peu plus ferme vis-à-vis du gouvernement que les déclarations habituelles, il n'en reste pas moins qu'il y a débat à la C.G.T., à ceux qui y sont d'œuvrer pour que ce débat ne reste pas entre dirigeants éclairés !

J.-P. G.

C.G.T.: Syndicalisme ou tout pour le gouvernement

AU sein de la C.G.T., il y a depuis mai 81 une sorte de débat larvé qui ne sort pas de l'intérieur de la confédération. L'exemple type en est le discours d'Henri Krasucki qui tout en réaffirmant le côté indépendant de la C.G.T., met, de fait, celle-ci dans l'orbite du gouvernement. Bien sûr, on ne dit pas comme certains, qu'avec la victoire de la gauche en 81 que la lutte des classes cela n'existe plus ; mais à juger coup par coup les agissements de Mauroy et consorts, on se donne des airs de « girouette-carpette ».

On se souvient de l'arrivée de Krasucki au poste de secrétaire général de la Confédération générale du travail. Séguy trouvant que l'organisation syndicale devait, pour ne pas mettre en péril son existence même, prendre quelque distance avec le Parti communiste. Le 40^e congrès arrivant là-dessus, avec son fameux « La C.G.T. doit être telle qu'elle se définit dans les textes », apportant une sorte de brise fraîche. C'en était sûrement de trop pour certains et Henri Krasucki s'est retrouvé aux plus hautes fonctions confédérales.

Alors que Georges Séguy pouvait faire espérer un certain re-

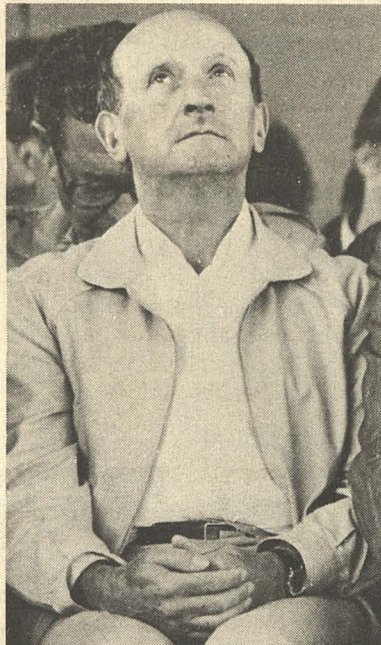
tout à l'autonomie syndicaliste, Krasucki axait l'essentiel de l'activité de la C.G.T. sur le soutien logistique au Parti communiste. Quand mai 81 est arrivé, le 41^e congrès qui a suivi a déclaré que ce qui se passait, était bien et lorsque ça n'irait plus, la C.G.T. réagirait.

Seulement voilà, les critiques confédérales sont prudentes, surtout dans les déclarations, moins dans les faits. Henri Krasucki ne semble pas se soucier de la désyndicalisation, de la baisse de la C.G.T. aux élections professionnelles, il maintient la barre dans la même direction. Quatre ministres communistes sont au gouvernement, il ne faut pas gêner leur action, donc il ne faut pas attaquer ce que fait Mauroy ou d'autres.

Même si la C.G.T. que nos anciens ont fondée contre la bourgeoisie et les réformistes, perd des plumes, frolant dans certains secteurs le seuil où elle ne sera plus qu'un syndicalisme sans influence, il semblerait que la myopie confédérale n'est pas générale. A preuve ce que *Le Matin* du vendredi 27 janvier appelle l'« Histoire de l'annulation d'une interview de la C.G.T. ».

Le quotidien de Perdriel avait interviewé Louis Viannet, res-

pensable confédéral de l'action revendicative, et celui-ci, après avoir relu et corrigé son texte, a demandé au *Matin* de ne pas publier cette interview : « beaucoup de choses s'étaient passées depuis sa réalisation qui modifiaient sensiblement la situa-



tion ». En fait, il est probable que c'est plus à l'intérieur de la C.G.T. que des événements décisifs se seraient passés. Les propos de Louis Viannet auraient été assez durs contre le gouvernement, à propos des restructurations industrielles en

général et de Talbot en particulier. Aurait-il dit que les pouvoirs publics considéraient les syndicats uniquement comme des garants de paix sociale et qu'ils avaient répondu, sans broncher, aux vœux les plus chers du patronat privé de l'automobile ? A moins d'une indiscretion journalistique, nous ne le saurons pas. Ce que nous savons, c'est que le débat doit être animé à la confédération, porte de Montreuil. Coincée entre la pression de la base et son soutien à l'action gouvernementale, la direction de la C.G.T. a choisi de mettre l'accent sur les côtés jugés positifs des négociations en cours dans les secteurs en difficultés (à Talbot, Nora Tréhel annonce que « l'affaire est engagée dans le bon sens »).

L'année 84 sera celle des restructurations industrielles et avec, à la clef, des milliers de licenciements. La C.G.T. soutiendra-t-elle toujours le gouvernement quand ses forces vives seront attaquées. Au 38^e congrès de la C.G.T. (1972), la réalité « financière » de la confédération était de 1 300 000 syndiqués (sur une base de 10 mbres par an). En 84, avec la gauche, qu'en est-il en réalité ?

Les positions de la C.G.T. — syndicalisme de masse, de classe et démocratique — montrent l'organisation syndicale telle qu'elle pourrait être. Mais les mots ont un contenu qui diffère selon celui qui les profère : pour les communistes, être de classe signifie reconnaître le rôle dirigeant du P.C.F. ; de masse, consiste à réduire le champ d'action aux revendications quotidiennes ; démocratique, équivaut à division du travail, le syndicat s'occupe des revendications sur le lieu de travail, la fédération négocie les conventions collectives et la direction élabore la politique confédérale ! Quand cette politique confédérale se résume à ne pas gêner le gouvernement, les syndiqués votent avec leurs pieds...

Le syndicalisme a pour vocation première de réunir des salariés sur la base de leurs propres intérêts. Les directions confédérales, C.G.T. et autres, sont-elles prêtes à subir une nouvelle baisse de leurs adhérents ou abandonneront-elles leur rôle de gardiens de la paix sociale ? A voir, ne rêvons pas, mais posons les problèmes et montrons les contradictions.

J.-P. Germain

CHANTIERS
NAVALS :
DES
PROMESSES
ENCORE
DES
PROMESSES

SUITE aux réunions P.C.-P.S. pour causer de la modernisation des industries françaises, on a vu dans la réalité comment ces messieurs des hautes sphères politiques voyaient la chose. De « pas de licenciements » à « des reclassements pour tous », les réactions face à des problèmes tels que Talbot-Poissy sont diverses et laissent percevoir des contacts privilégiés à un haut niveau. Qui saura un jour si P.C.-P.S. se sont mis d'accord sur des chiffres de « dégraisage », quitte aux syndicats à faire passer ça dans la tête de leurs syndiqués ?

Le mardi 24 janvier, venus des chantiers navals de la Méditerranée (La Seyne, La Ciotat)

et de Dunkerque, 4 000 travailleurs ont manifesté de façon unitaire à l'appel de leurs syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. et C.G.T.-F.O. « Non, non et non aux licenciements ! » était le mot d'ordre de cette manifestation qui allait du Trocadéro au siège des Chantiers du Nord et de la Méditerranée. Journée sans trop de surprise où après les C.R.S., les travailleurs des chantiers navals ont vu des représentants du gouvernement à Matignon et au secrétariat d'Etat à la Mer. Alors qu'une réunion centrale du comité d'entreprise des Chantiers du Nord et de la Méditerranée, on leur avait annoncé plusieurs milliers de licenciements et la fermeture

de France-Dunkerque, là, comme par un coup de baguette magique, tout était effacé. Les cinq sites de chantiers français seraient maintenus et il n'y aurait aucun licenciement. Mais de manière contradictoire, on a dit aussi à la délégation, qu'il ne fallait pas oublier que la perspective d'une réduction des capacités de production était toujours à envisager, et que celle-ci pouvait provoquer des suppressions d'emplois !

Pour la Fédération de la métallurgie C.G.T., cette manifestation est « la démonstration d'un fort mécontentement des salariés qui refusent toute réduction d'effectifs. Leur lutte doit être considérée comme un sérieux avertissement. » Mais de

l'aveu même du secrétaire d'Etat à la Mer Guy Longagne « on ne peut maintenir à 100% le taux d'emploi ». Il a proposé une réunion tripartite, patronat, pouvoirs publics et syndicats pour envisager un plan industriel. Le sort des chantiers navals va-t-il se régler sur le tapis vert, celui-ci aidant les syndicats à avaler de nouvelles couleuvres ? Une fois de plus, il semble que la détermination des travailleurs syndiqués ou non ne serve que de marchepied à des délégations qui se perdent dans les ministères. Parions qu'à Dunkerque et à La Seyne-sur-Mer, on ne juge que sur pièces !

A.P.

LA LUTTE POUR LA VERNÈDE AU JOUR'LE JOUR

ALORS que l'on pensait que l'affaire de la Vernède évoluait vers une solution raisonnable, la Safer Languedoc-Roussillon tente un coup de force en attribuant début janvier les terres à deux agriculteurs voisins, d'où démantèlement d'une unité de production viable, et en demandant au tribunal des référés de Montpellier l'expulsion des agriculteurs installés depuis plus d'un an par les travailleurs-paysans du M.I.V.O.C.-S.D.T.P. (C.N.S.T.P.) (1).

Le film des événements

• Jeudi 12 janvier, au matin.

Aussitôt connue cette assignation, la mobilisation s'organise. De nombreuses personnes assistent au procès. Après une plaidoirie brillante et précise de Maître Roux, l'affaire est mise en délibéré et le jugement à huitaine.

En riposte à cette offensive de la Safer, le syndicat des travailleurs-paysans de l'Hérault, renforcé de délégations des départements limitrophes (Gard, Aveyron, Aude, Lozère) décide d'aller occuper les locaux de la Safer à Maurin (près de Montpellier) jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.

• Jeudi midi.

Après avoir investi pacifiquement les locaux de la Safer, les syndicalistes tiennent une conférence de presse au cours de laquelle ils relèvent la collusion entre la Safer et la F.D.S.E.A. (syndicat agricole réactionnaire, représenté sur le plan national par François Guillaume). Il faut dire que ce syndicat, seul reconnu jusqu'en 1981, gère les divers organismes agricoles : mutualité, Crédit agricole, Safer, etc.

Dans l'Hérault, Jean-Claude Bousquet est à la fois président de la Safer et président de la F.D.S.E.A. Par les moyens financiers et institutionnels dont il dispose, qui sont l'héritage des

15 années précédentes, il encadre de façon bureaucratique et « notabiliaire » les agriculteurs, sans véritables débats syndicaux. Ce syndicat contrôle ainsi, à la fois, l'argent et les institutions. Il a donc tous les moyens pour conduire la répression syndicale (la Safer en est un), bien qu'il n'ait plus, dans le département de l'Hérault, aucune influence sur le terrain.

• Jeudi après-midi (15 heures).

Une réunion a été obtenue par le syndicat des travailleurs-paysans à la préfecture de Montpellier avec toutes les parties concernées : préfet, commissaire auprès de la Safer, conseil général, chambre d'agriculture, Safer et délégation syndicale.

• Jeudi soir (18 heures).

L'échec des négociations est annoncée, l'occupation continue et s'organise pour la nuit du jeudi au vendredi.

• Vendredi 13, au matin.

Des télégrammes de soutien des syndicats M.O.D.E.F. (Mouvement de défense des exploitations familiales, gauche classique) du Gard et de l'Aude, des C.D.J.A. (Centres départementaux des jeunes agriculteurs) de l'Aude et du Gard arrivent. Les syndicalistes décident de durcir l'occupation. Ainsi quand le personnel arrive, il est aussitôt renvoyé. Parallèlement la mobilisation s'intensifie, en prévision d'une occupation prolongée. Une

négociation engagée avec le conseil général échoue.

• Vendredi après-midi.

Une nouvelle rencontre à la préfecture, avec les mêmes organismes que la veille, finit par aboutir à un compromis, signé par les participants. Il comprend trois points : la Safer retire sa plainte, en contre-partie, Jean-Emile, Dominique et leurs enfants doivent quitter la Vernède ; la Safer doit leur proposer, dans les limites de ses possibilités financières, une nouvelle ferme dans l'Aude ou dans l'Hérault ; la Safer s'engage à installer des agriculteurs à la Vernède.

Quelques leçons à tirer

• Ampleur de la mobilisation.

Plus de deux cents personnes se sont succédées jour et nuit à Maurin pour maintenir l'occupation. La deuxième journée a connu une grande effervescence ; loin de s'essouffler, la mobilisation se développait et il est probable, si l'accord n'avait pas été conclu, que le week-end aurait vu affluer des renforts en grand nombre.

Il est important pour l'avenir de noter que la jonction viticulteurs-éleveurs a été cette fois effective — signe que la Safer est fort détestée. Quelques regrets : le syndicat F.O. du personnel de la Safer n'a pas voulu se solidariser avec l'action. Cette attitude regrettable montre tout le chemin qui reste à parcourir pour que des solidarités paysans-employés apparaissent.

Un dernier élément a pesé lourd lors de la phase finale, c'est la difficulté d'échanger des informations entre occupants de Maurin et négociateurs à la préfec-

ture. Fallait-il absolument signer un accord ? La question restera sans réponse.

• La Safer.

Elle a été obligée de reculer. Au lieu de démanteler la ferme dans un but spéculatif, la voila obligée d'installer un agriculteur. Dans cette région désertifiée où la vie sociale est très fragile, où toute l'infrastructure déperit, ce n'est pas un mince acquis.

Le seul point négatif, et de taille, reste que Jean-Emile et Dominique, installés depuis plus d'un an par le syndicat des travailleurs-paysans sur le domaine, sont obligés de quitter les lieux.

• Le syndicat C.N.S.T.P. (travailleurs-paysans).

La C.N.S.T.P. a dénoncé la Safer Languedoc-Roussillon qui ne remplit pas sa mission en matière d'installation de jeunes agriculteurs, mais joue la spéculation dans le domaine foncier.

La Safer détruit une exploitation, au lieu d'installer un jeune. Pour arriver à ses fins, elle se permet toutes les irrégularités de procédure possible.

Les travailleurs-paysans exigent toujours qu'une installation de jeunes agriculteurs soit réalisée sans achat du foncier, sur la ferme de la Vernède, non démantelée. Le montage financier réalisé par le conseil général et le syndicat des travailleurs-paysans M.I.V.O.C., démontre parfaitement que cela est tout à fait possible.

Dans cette affaire, il faut noter que la C.N.S.T.P. a montré son rôle de syndicat d'action. Cela lui a permis de remporter une victoire qui sera historique. C'est en effet la première fois

qu'il est reconnu comme interlocuteur, à la fois par les organismes officiels et professionnels. Jusqu'à présent, dans les départements, on niait purement et simplement son existence. Ce point est fondamental pour l'avenir : la lutte pour la Vernède, maintenant gagnée, fera que ce syndicat ne pourra plus être ignoré.

• Le conseil général.

Le conseil général de l'Hérault (gauche à dominante P.S.) a montré son souci constant de ménager la F.N.S.E.A. et la Safer. Le seul souci de ces politiciens mous a été de tout faire pour empêcher des vagues. Il convient de dénoncer l'attitude de ces notables qui n'ont pas cessé, pendant ces deux journées, de biaiser et de tergiverser. Les promesses socialistes, en matière de politique foncière, ont été complètement écartées. En revanche, l'appartenance politique de Jean-Emile explique en grande partie leur comportement hostile.

Dans cette lutte aussi exemplaire, on a vu clairement coalisés, le Capital et les politiciens contre les travailleurs-paysans. Si la C.N.S.T.P. a gagné cette bataille, il y en aura bien d'autres à mener. Ce n'est que par des luttes sur le terrain, par l'action directe, que l'on peut faire reculer les arrogants représentants du capitalisme et de l'Etat. Les échos entendus les jours suivant l'action étaient généralement très favorables aux travailleurs-paysans.

Un paysan de la F.A.
ayant participé à l'action

(1) Voir *Monde libertaire* n°514 du 19 janvier 1984.

AGRICULTURE, ÉLEVAGE PORCIN ET REVENDICATIONS SYNDICALES

DANS un récent communiqué, la fédération C.G.T. des cheminots demandait « aux organisations agricoles de mettre fin à de telles attitudes irresponsables ». Cela visait les exactions diverses commises à la sous-préfecture de Brest et contre l'ensemble des installations ferroviaires en Bretagne par les agriculteurs et les éleveurs bretons.

Ce que l'on a présenté dans la presse comme une sorte de grande jacquerie contre le gouvernement et le marché commun a été élaboré au plus haut sommet. C'est la semaine dernière qu'une cinquantaine de leaders de la contestation paysanne se sont réunis à la Chambre d'agriculture des Côtes-du-Nord ; ils représentaient les syndicats agricoles, des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers, des groupements de producteurs, le Conseil économique et social de Bretagne, des coopératives agricoles, des industries agro-alimentaires, etc. Au terme de cette réunion, François Guezau, président

de la Chambre régionale d'agriculture, a annoncé : « Dès mardi 11 heures du matin, toutes les voies ferrées bretonnes seront bloquées par les syndicats de paysans. Cette action durera le temps qu'il faudra pour que nous puissions obtenir dès que possible une rencontre avec Pierre Mauroy en personne. Les problèmes de l'agriculture bretonne sont si graves actuellement qu'elle doit se sauver elle-même pour que l'économie régionale ne s'effondre pas. »

On connaît la suite : peu soucieuse d'engager la discussion sur le problème, des collaborateurs de Pierre Mauroy ont refusé de recevoir la délégation des Comités de salut économique breton, ce qui a pour le moins fait monter la tension en Bretagne. Les médias ont bien sûr insisté sur le côté vandale du blocage du trafic ferroviaire sans trop expliquer la complexité de la crise économique qui frappe les éleveurs de porcs : des centaines de jeunes agriculteurs, endettés

jusqu'au cou, perdent de l'argent journalièrement depuis des mois. Ne pouvant rembourser leurs traites, ils se retrouvent devant l'éventualité du dépôt de bilan et les gros notables du porc peuvent retirer les marrons du feu. Le problème paysan breton comporte donc à la fois la colère et le désespoir des jeunes agriculteurs réduits à la faillite et les intérêts des grands manitous de l'industrie de production porcine de Bretagne.



L'expression syndicale paysanne toujours pleine d'ambiguïté n'échappe pas à la règle en Bretagne : un C.D.J.A. (jeunes agriculteurs) proche de la F.N.S.E.A. de François Guillaume, et le tout animé par les élus R.P.R. et U.D.F. du coin. La sorte de guerre du rail qui se déroule en Bretagne a eu un précédent en 1962 lorsque le gouvernement avait décidé de pénaliser les transports bretons de céréales à cause du coût des kilomè-

tres plus élevé. C'est toujours actuel puisque dans le cadre du Marché commun la suppression des compensations tarifaires coûterait plus de 50 millions de francs en 1984 à la Bretagne et à son économie.

Alors le problème paysan est-il simplement un nouveau cheval de bataille de la droite et comment le gouvernement va-t-il aborder le monde paysan comme d'autres industries ? Les exigences des chefs d'entreprises agricoles, agro-alimentaires se cachent derrière la colère des paysans bretons et la vieille recette d'opposer ouvriers et paysans montre une fois de plus le bout de son nez. Des efforts tels ceux de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans tentent de clarifier la situation en posant les vrais problèmes. Le monde paysan ne doit pas se couper du monde ouvrier en servant de marche-pied à la droite, nous y reviendrons !

Antoine Laverdure

ON NOUS PREND VRAIMENT POUR DES PIONS !

Le vendredi 27 janvier a eu lieu une grève des Maîtres d'Internat et Surveillants d'Externat (M.I.S.E.) en réaction au projet de réforme de leur statut. En effet, ce statut, tel qu'il existe encore aujourd'hui, datait de 1968 et avait fait l'objet de nombreuses luttes. La gauche au pouvoir revient sur tous ces acquis et promet de balayer le problème de la surveillance en un « coup de décret ».

A l'origine, on avait développé le statut de surveillant afin de permettre à des étudiants sans ressources de pouvoir continuer leurs études. Cela constituait en quelque sorte une bourse, moyennant un travail hebdomadaire de 28 heures.

Le gouvernement désire voir appliquer pour la rentrée 84-85 un projet remettant en cause ces principes.

La gestion du système les amène à vouloir multiplier les effectifs de pions avec un budget qui, lui, ne sera pas augmenté. Par conséquent, on réduit les salaires mensuels à 2 800 F (ils sont actuellement à 4 500 F). Ceci est très grave, car notre catégorie se trouvera exclue de la grille indiciaire de la Fonction publique.

La stagiarisation (il n'existe pas de titularisation pour les M.I.S.E.) sera supprimée et un chef d'établissement pourra décider à tout moment de mettre fin aux fonctions d'un surveillant. Ces mesures rendront notre travail des plus précaires et nous livreront pieds et poings liés au bon vouloir des chefs d'établissements.

D'autre part, les M.I.S.E.

n'auront plus droit qu'à 40 heures d'exonération de service par an pour préparer et passer leurs examens ou concours, alors que le texte actuel nous autorise 4 jours par session universitaire (sans compter les examens eux-mêmes). La préparation des examens ne sera donc plus prise en compte. Enfin, le projet prévoit un accroissement des heures de travail administratif.

Le S.N.E.S. vient de terminer des négociations avec le gouvernement. Il clame à la victoire, alors que ce ne sont que quelques bribes qui ont pu être récupérées :

- le service effectif qui devait être limité à quatre ans est repoussé à sept ans ;
- les 40 heures de congé annuel pour préparer les examens ont été remises en question ;
- prise en compte du remboursement des frais de transport

pour se rendre à la faculté ;

- durée de la semaine administrative égale à l'horaire hebdomadaire des services ; etc.

Quant au S.G.E.N., il brille par son absence.

On peut noter le peu de mobilisation sur le problème. Le milieu enseignant est souvent dur à bouger sur ces questions. Les principaux obstacles à toute lutte sont la dispersion des M.I.S.E. dans les établissements — 3 ou 4 par établissement —, des horaires de travail où l'on s'entre-croise dans les couloirs, le partage entre le temps de travail et le temps passé à la faculté, et, donc, la difficulté à se réunir tous ensemble.

La plupart des surveillants ont déjà quitté le domicile parental, il leur sera impossible de vivre seuls avec de tels revenus. On assistera à brève échéance à l'écartement de ces postes des personnes sans ressources. La dégradation de nos conditions de travail rend de plus en plus difficile le fait d'effectuer des études dans de bonnes conditions.

C'est pourquoi, il importe de lutter aujourd'hui pour l'abandon de ce projet et pour une diminution du service sans réduction de salaire.

Monique
Gr. Kropotkine

GUERRE DE CLASSES

DES projets d'éducation différents, il y en a plein les casiers du ministère. Ainsi des écoles « différentes » il en existe même au sein de l'Education nationale. Ainsi des lycées « différents » il en existe même au sein de l'Education nationale. Mais des collèges « différents »... rien (1).

Des projets, eux, existent. Et c'est pour mettre en pratique ce projet et aussi pour faire bouger le ministère que 18 élèves et 12 professeurs ou intervenants se retrouvent. Où ça ? Eh bien au lycée autogéré qui leur fournit une classe. Et tout ceci, malgré l'avis défavorable du ministère. Ainsi la classe du collège autogéré de Paris est né, en septembre 83. Des pourparlers recommencent avec le ministère, va-t-il bouger ? Non... pire, les ultimatum pleuvent : « Cessez... car le gouvernement va innover dans les collèges avec la nouvelle loi Savary, vos enfants y trouveront ce qu'ils veulent, faites-les réintégrer les collèges normaux. » Mais rien n'y fait, le collège continue.

Le rectorat fait donc pression sur le lycée. Ce cher lycée n'a pas un statut très clair, il dépend tantôt du ministère, tantôt du proviseur du lycée François-Villon dans les locaux duquel il se trouve. Et de là, vient le maillon qui lache. Pourquoi... et bien le lycée obtient souvent satisfaction car le ministère ou le rectorat joue en sa faveur auprès du proviseur. Le ministère et le rectorat font insidieusement savoir que leurs faveurs risquent de s'arrêter si la classe du collège autogéré fonctionne encore au lycée autogéré. Ainsi une assemblée générale du lycée décide de demander l'expulsion.

Ainsi, le 19 février, grâce à notre chère Education nationale, laïque, le collège autogéré quitta le lycée « autogéré » pour un foyer catholique (ne riez pas !).

Philippe

(1) Un collège assure la scolarité de la 6^e à la 3^e.



COMBAT LAÏQUE : ÇA URGE !

TANDIS que l'annonce des négociations sur un premier train de mesures du plan Savary (voir M.L. n°512) a suscité la réserve temporaire du C.N.A.L. et la mobilisation de rue du « privé », la municipalité de Nantes décide de quadrupler les subventions aux écoles privées, catholiques.

L'ancien maire P.S. de cette ville avait coupé toutes subventions au privé en 1978. Les écoles « libres » avaient alors opté pour des contrats d'association et, fortes de la loi Guerneur, demandèrent le paiement des forfaits d'externat. Le maire porta l'affaire devant le tribunal administratif en contestant la notion de « besoin scolaire reconnu » ; n'obtenant pas gain de cause, il fit appel au Conseil d'Etat.

Les dernières élections municipales ont donné la mairie à un R.P.R., qui s'est empressé de retirer le recours et de payer les forfaits d'externat. La loi Guerneur est utilisée à plein rendement. Grâce à celle-ci, le privé se gave une nouvelle fois de fonds publics alors que, dans le même temps, la pénurie est toujours à l'ordre du jour dans le budget de l'Education nationale. Faut-il rappeler l'absence de création de poste pour 1984 ?

En revanche, à Champigny, dans le Val-de-Marne, ce ne sont pas les lois Debré ou Guerneur, mais le plan Savary qui va ébranler un petit peu plus la laïcité de l'enseignement. Une liste d'associations de cette ville (comportant entre autres des anciens combattants, le Mouvement de la paix, le Secours populaire français, le Secours catholique, la J.O.C. [Jeunesse ouvrière chrétienne], les Pionniers de France, etc) est à la disposition des enseignants d'un C.E.S. pour établir des contacts avec ceux qui doivent bien être considérés comme leurs futurs « partenaires » ! Voici un premier aperçu de la « gestion tripartite », contenue dans les projets Savary de décentralisation qui, transformant les collectivités locales en prestataires de service éducatif, remettent en question la laïcité de l'enseignement par des établissements ouverts à tous les vents.

N'abrogeant pas les lois anti-laïques, mettant par ailleurs en pratique des réformes non moins néfastes, camouflant la pénurie sous couvert d'« autonomie », le plan Savary doit être combattu. Les laïques n'ont pas de temps à perdre.

Alain
Gr. de Houilles

RÉFLEXIONS SUR LA VIOLENCE À L'ÉCOLE

AU gré des rencontres, au détour d'un chemin, dans les bistrot, à la télévision, dans la rubrique des faits divers... la violence à l'école est un sujet qui retient l'attention et suscite de nombreuses polémiques. Violence à l'école : un problème qui interpelle donc tout éducateur ! Les inconditionnels de la sociobiologie ont résolu la question : ils y voient une manifestation de plus à mettre sur le compte de la génétique (le « germe du désordre » se serait-il introduit jusque dans les spermatozoïdes ?), manière on ne peut plus simpliste de trancher sans rechercher à délimiter les causes réelles du problème.

Outre les nécrophiles sans espoir de la sociobiologie, il y a ceux pour qui le mur de l'école s'est transformé en mur des lamentations, ceux pour qui il continue à n'y avoir que bons et mauvais élèves, méchants et gentils, bien sages et turbulents, intelligents et bêtes... Ceux-là rejoignent en général les partisans de la théorie du « gène du désordre » en ce qu'ils attendent implicitement ou non la venue de l'homme Providentiel, un « remake » de papa ou pépé de Gaulle. Mais l'Histoire (avec un grand H) nous montre que cette catégorie d'individus (ou penseurs programmés) est à ranger dans le camp des imbéciles sans histoire. Jamais un seul homme n'a en effet réussi à résoudre les problèmes inhérents à la vie sociale. Pas même de Gaulle qui reconnaissait avoir été mis au pouvoir par... des « veaux » ! « L'abdication de sa part personnelle dans la prise en charge des problèmes individuels ou collectifs, c'est l'apathie, c'est le conformisme. » (Mathilde Niel)

Crise de la jeunesse

Depuis la fin des années 50, dans tous les pays industrialisés, la jeunesse traverse une crise. Sociologues et psychologues se sont déjà penchés sur la question et en ont démontré le caractère international : blousons noirs en France, « vitelloni » en Italie, « skunna folke » en Suède, « hooligans » des pays de l'Est... ont cédé la place à une mouvance sans dénomination autre que celle conférée par la mode : « hard-rockers », « punks », « babacools », etc.

On trouve indifféremment dans ce qu'il est convenu d'appeler les bandes de jeunes, des fils de bourgeois à côté de fils de prolétaires et de sous-prolétaires ; les filles n'en étant pas exclues.

Le phénomène de révolte, accrue chez de nombreux jeunes, se double d'un sentiment aigu de solitude, d'anxiété, d'angoisse, d'ennui et d'inutilité. Si bien que cette crise revêt deux formes particulières : ou des jeunes s'organisent en bandes, commettent des actes de violence gratuits ou symboliques ; ou solitaires et anxieux, sans but dans la vie, ils s'ennuient et se réfugient dans des activités factices (adoration d'idoles par exemple) ou encore se diluent dans la passivité (sommolence, apathie, « j'm'enfoutisme »). Ennui, impression de peur, de solitude, d'abandon, de faiblesse, d'inutilité, besoin d'évasion résument le mal actuel dont souffrent de plus en plus de jeunes. Pourquoi donc, à notre époque, la jeunesse traverse-t-elle une crise aussi profonde ?

Crise de société

Sans tomber dans l'alarmisme et la psychose de la violence, on peut tenter de cerner brièvement les causes de ce malaise. Les dernières mutations du système capitaliste ont provoqué un climat d'angoisse, d'inquié-

tude quant à l'avenir favorable au développement de sentiments et de réactions exacerbés. La plus grande mobilité de la main-d'œuvre avec son corollaire de déplacements et de déménagements plus fréquents a contribué à déstabiliser des familles entières. L'apport massif de main-d'œuvre immigrée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale n'est pas sans poser de sérieux problèmes d'intégration et d'identité, surtout pour les enfants nés en France et partagés entre deux cultures. La montée des nouvelles techniques de travail liée à la rentabilité a souvent appauvri la formation de jeunes issus des classes défavorisées et voués à des travaux déqualifiés... Toutes ces raisons (et il y en a sans doute d'autres) d'ordre économique, liées à une concentration urbaine de plus en plus poussée, occupent une place primordiale dans l'approche et la compréhension du phénomène de la violence. D'autres facteurs peuvent être mis en avant.

La maturité biologique est de plus en plus précoce : la puberté se produisait à l'âge de seize ans et demi chez les Allemands en 1860 ; elle a lieu maintenant vers 11 ou 12 ans. En 1940, elle se produisait à 17 ans chez les Norvégiennes ; elle avait lieu à 13 ans en 1964. Ce phénomène est général en Occident. De ce fait, les jeunes éprouvent plus tôt des besoins sexuels et sociaux d'adultes. Or, bien souvent, on continue à les traiter comme des enfants. A ces causes biologiques, ajoutons des causes psychologiques, culturelles et sociales. Libérés des absolus et des modèles de jadis, les jeunes n'ont pas objectivement les moyens de vivre sans références, sans justifications, pour la seule joie d'être eux-mêmes, de créer, d'être solidaires.

Ainsi pour combler le vide produit par la disparition ou le dépérissement des anciennes valeurs, des anciennes croyances, des certitudes de leur aînés, et pour fuir une apparente liberté dont ils ne savent encore que faire, les jeunes adoptent le plus souvent les nouvelles « divinités » proposées par la société actuelle : biens matériels, vedettes, héros divers... « Beaucoup de jeunes trouvent dans l'adoration collective de ces modèles, une communion facile, un remède à leur angoisse, une apparente sécurité. En s'identifiant en groupe aux divers héros de la mythologie moderne, ils oublient le réel, leur solitude, ils s'évadent quelques instants dans le monde rassurant de leur rêves. Il arrive même que certains jeunes se réunissent pour adorer en commun leur vedette favorite : ce sont les « fans » (...) Ils tendent ainsi à s'oublier eux-mêmes, à se perdre en tant qu'individus, en retrouvant la sécurité grégaire que procure le culte collectif d'idoles communes. L'oubli de soi, ils le trouvent également dans la sur-activité. Aussi recherchent-ils beaucoup moins la qualité que la quantité des expériences. » (M. Niel)

Beaucoup de jeunes dépensent comme ils peuvent un trop plein d'énergie que la vie actuelle ne leur permet que très rarement d'utiliser. Tout ceci nous amène à considérer que la société actuelle démoralise une partie de plus en plus importante de jeunes marginalisés. Le chômage ne fait que renforcer cet état de fait en excluant ceux qui ne peuvent trouver leur place dans un système basé sur la production, la consommation et le salariat. Par ailleurs, la perspective d'un travail fragmentaire, parcellisé, automatisé, qui enlève par conséquent toute initiative, ou encore la perspective d'un emploi dans d'immenses usines ou dans des bureaux impersonnels a-t-elle de quoi motiver ? « Dès l'instant où le travail perd toute signification humaine et sociale, il devient travail mort et morbidifiant. » (E. Fromm)

Bien sûr, il faut faire accepter ces nouvelles conditions imposées par la crise du système capitaliste. Les médias représentent à ce niveau un merveilleux moyen de mystifier et de conditionner. Soumis depuis l'enfance aux séductions de l'image et du slogan, les jeunes (et les moins jeunes) ont tendance à perdre tout esprit critique constructif, ce qui leur ôte en partie la capacité intellectuelle de résister à l'emprise de la robotisation et de l'uniformisation. « L'image est un mode d'expression qui vise à produire un choc émotionnel, à engendrer la passivité face à une vision sommaire et trop globale des choses. » (M. Niel) L'utilisation presque exclusive de l'image au niveau éducatif nuit gravement à la formation de la pensée abstraite et de l'intelligence, à l'acquisition d'un esprit critique constructif.

Crise de la famille

Le rôle éducatif des parents est à souligner. « Il ne faut pas compter uniquement sur la rue, sur l'école et sur la télé. Trop de parents, encore, semblent abdi-



quer leur rôle d'éducateurs. Une simple question à ce sujet : combien parmi eux n'osent pas dévoiler les secrets de la vie à leurs enfants ? » (M. Niel) Ainsi, parler d'éducation saine pour l'enfant n'a de sens que si l'on fait le lien entre ce que l'enfant vit dans l'établissement scolaire et à l'extérieur.

L'institution scolaire

Après ces remarques succinctes ayant trait au rôle éducatif des parents, venons-en à l'institution scolaire. Là comme ailleurs, nous ne prétendons pas aborder toutes les questions qui touchent à l'enseignement. Nous traiterons des conditions matérielles d'enseignement. Dans les écoles, les lycées et les collèges, les jeunes passent 30 h par semaine (dans le technique, parfois 40 h) et ce dans des locaux souvent exigus, sans verdure ni beauté. Les établissements surchargés ont vu fréquemment naître aux abords de la cour de récréation des baraquements dits provisoires qui tiennent lieu de salles de classe et qui n'ont de provisoires que le nom. En raison de l'inadaptation des locaux aux besoins, de la concentration et de la surcharge d'élèves, il faut abattre des arbres (quand il y en a) et empêcher les enfants de courir pour éviter les accidents. De plus, dans bien des établissements, de nombreuses classes ont des effectifs trop lourds.

« Dans de telles conditions, l'enseignement prend un caractère autoritaire et surtout impersonnel. Le maître ne s'adresse plus à tel enfant particulier, mais à une abstraction : l'élève idéal moyen. Ce prototype d'élève doit présenter des qualités bien définies : il ne doit être ni trop personnel, ni trop anxieux, ni doué d'un esprit trop critique (sous peine d'être taxé de mauvais esprit. » (M. Niel)

De plus l'enseignement actuel, fondé en grande partie sur la notation, les classements et la compétition, rend difficile l'acquisition du sens de l'humain et de la recherche désintéressée. Ainsi les conditions objectives d'enseignement mènent encore à l'autoritarisme, même si Mai 68 a porté quelques coups au vieux système éducatif où le « monde de l'école était le plus souvent un monde clos, une sorte de monastère, avec ses règles, ses rites, ses dogmes et ses pratiques élitistes. » (M. Niel)

En guise de conclusion

« La crise de notre jeunesse est l'indice qu'elle aimerait vivre et qu'on l'en empêche. Inconsciemment, et parce qu'ils sont délivrés des valeurs autoritaires faiblissantes (religieuses et surtout morales) qui tenaient leurs aînés prisonniers, les jeunes d'aujourd'hui ont soif, plus qu'à aucune autre époque, d'agir, de se réaliser, de construire. Or la société réfrène constamment ces besoins vitaux... On comprend alors leurs révoltes soudaines, apparemment sans causes, mais qui n'en ont que trop. »

La psychologie la plus récente nous apprend que l'être humain à la créativité refoulée, devient destructeur. Cette destructivité s'exerce sur les choses, sur les autres, mais aussi sur soi-même. La destruction de soi, c'est le suicide, mais c'est aussi l'abdication de sa part personnelle : c'est l'apathie, c'est le conformisme. » (M. Niel)

Jean-Michel
Gr. Benoît-Broutchoux



MAROC : NOUVELLE RÉVOLTE DE LA FAIM

Le capitalisme, l'Etat et sa répression, le militarisme, ont conjugué leurs efforts pour écraser le peuple marocain. Cette nouvelle révolte, qui possède de nombreuses similitudes avec celle qui a éclaté en Tunisie début janvier, a donné une toile de fond à la conférence islamique de Casablanca, dont Hassan II était le président.

Des centaines de morts et de blessés, tel est le prix des protestations contre les hausses annoncées sur des produits de base (sucre, beurre, huile, farine) aux cours actuellement stabilisés par des caisses de compensation. Comme en Tunisie, le F.M.I. a exigé que disparaissent ces caisses afin de faire apparaître la « vérité des prix », formule magique de l'assainissement d'une économie de marché dont le peuple est l'unique victime : plus de la moitié de la population marocaine vit en-deça du seuil de la pauvreté.

Le Maroc, et principalement sa population déshéritée, subit une crise économique aggravée par l'effondrement des cours du phosphate, principal produit d'exportation. Mais la récession ne touche pas à l'armée, dont l'intervention au Sahara occidental contre le Front Polisario coûte dix millions de francs par jour. Et si les riches Marocains ne sont pas inquiétés, il faut bien se rabattre sur le peuple pour financer cette opération de maintien de l'ordre ! Un peuple qui a été particulièrement « sensible » aux fastes de la Conférence islamique, un peuple qui côtoie les palaces érigés à l'intention des riches touristes quand ses propres quartiers sont encore souvent insalubres.

Le roi Hassan II, qui a néanmoins reculé en annulant les hausses prévues, peut toujours accuser pêle-mêle l'Iran, les marxistes et le sionisme d'être à l'origine des « troubles ». La colère populaire plonge ses racines dans l'exploitation de l'Etat et de la classe capitaliste. Il est d'ailleurs symptomatique que cette révolte ait éclaté à un mois des élections législatives auxquelles participeront les partis d'opposition. Ces derniers ont été les seuls à craindre qu'elles ne soient annulées. Le peuple marocain ne semble guère se faire d'illusion sur ses futurs « élus » et préfère s'en remettre à ses propres initiatives, manifester sa révolte en dehors du cadre légal des institutions politiques.

P. Sariet

TCHAD : LE MILITARISME INSTRUMENT DES POTENTATS

L'accrochage entre deux Jaguar français et une colonne des forces du G.U.N.T. de Goukouni Oueddeï est le premier en plus de six mois de présence française au Tchad. Des renforts ont déjà été acheminés sur place.

Les pertes de part et d'autre, dont le premier mort français, ont rappelé que le Tchad est un pays en guerre et que le statu quo voulu par la présence des troupes françaises sur la « ligne verte » n'est pas immuable. Les saignées qui ont décimé le contingent français à Beyrouth ont prouvé qu'il ne suffit pas de s'auto-intituler « forces de paix » pour se dégager de toute responsabilité et de toute ambition inavouée dans les conflits, et par là, de toute agression.

Si l'initiative militaire a, ponctuellement, appartenu aux forces de Goukouni Oueddeï, Hissène Habré, retranché dans N'Djamena, protégé de tous côtés par les présences massives des troupes françaises et zaïroises, ne reste pas inactif, et utilise à plein le répit octroyé par ses alliés. Ralliant des unités de combat indépendantes et dispersées dans le sud du pays, appartenant aux anciennes Forces armées tchadiennes, l'ancien rebelle tente de conforter et d'élargir les bases de son régime. Nous ne nous étonnerons pas que, plus qu'un éventuel consensus populaire, Hissène Habré cherche de préférence à restructurer son armée, les F.A.N.T. (Forces armées nationales tchadiennes), c'est-à-dire l'appareil militaire du pays qui, au Tchad comme ailleurs, reste le garant et l'élément indissociable de tout pouvoir d'Etat.

L'accrochage du 25 janvier ne remet pas fondamentalement en cause les options engagées. La guerre du Tchad ressemble à une guerre du temps. D'un côté, l'homme du pouvoir « officiel » qui, à la faveur de la présence française, tente in extremis de se donner une stature de chef d'Etat et de légitimer ainsi ses prétentions grâce à une

comme un appel du pied : « Les Libyens nous aident comme aurait pu et peut encore le faire la France », ou « le Tchad ne pourra se reconstituer qu'avec la France et la Libye ».

Mais qui doutait que la guerre du Tchad est une guerre de pantins ? Que les troupes étrangères se retirent du Tchad, et qui restera au pouvoir à N'Dja-



« Instructeurs » français au Tchad.

armée dont l'encadrement et la formation sont assurés par la France. De l'autre, les forces du G.U.N.T. et Goukouni Oueddeï qui tablent plus sur une lassitude de la France « ensablée » dans le désert, compte tenu du fait que toute la moitié nord du pays est déjà sous leur contrôle... et qu'un Goukouni Oueddeï vaut bien un Hissène Habré. Les déclarations du délégué du Conseil démocratique révolutionnaire, principale composante du G.U.N.T., peuvent d'ailleurs être considérées

mena ? Le pantin sélectionné par la France, ou le candidat libyen ? Le personnel est parfaitement interchangeable, et un compromis entre Mitterrand et Kadhafi n'est pas exclu.

Dans cette partie de bras de fer, le dindon de la farce restera le peuple tchadien, qui n'aura guère gagné à l'affaire qu'un Etat plus structuré et plus militarisé. Car le militarisme a toujours pour ambition d'empêcher l'autodétermination des peuples, en aucun cas de la favoriser. J.-L. P.

L'O.L.P. EN QUÊTE D'UN ETAT

Une victoire pour qui ?



Le sommet islamique de Casablanca s'est terminé le 19 janvier et, contre toute attente puisque sujet non inscrit à l'ordre du jour, l'accord pour la réintégration de l'Egypte dans l'Organisation des conférences islamiques (O.C.I.) a été annoncé. Un point marqué par Yasser Arafat.

Déjà, avant son évacuation de Tripoli, mais surtout en rendant visite à Moubarak, président égyptien, sur son chemin d'exil, Arafat a clairement manifesté son désir de voir l'Egypte réintégrer l'O.C.I. dont elle avait été exclue en 1979, à la suite de sa signature des accords de Camp David, qui concluaient une paix séparée avec Israël sous les auspices américains, brisant l'unité du front arabe.

L'Egypte est l'un des Etats en symbiose avec le Fath, principale composante de l'O.L.P., de Yasser Arafat, sur le projet de création d'un Etat palestinien en Cisjordanie, actuellement territoire occupé par Israël. Position en cohérence avec les conclusions du sommet de Fès en septembre 1982 qui, évoquant le droit à l'existence et à la sécurité de chaque Etat et

peuple, reconnaissaient implicitement l'Etat d'Israël. Mais position en retrait par rapport aux propositions palestiniennes de 1948, à savoir la fondation d'un Etat palestinien pluraliste accueillant toutes les confessions, car elle accepte d'une part la présence d'un Etat mono-confessionnel, Israël, et confirme d'autre part la transplantation de populations palestiniennes arrachées à leur terre.

L'O.L.P., sous l'impulsion du Fath, est à la recherche d'une dimension internationale, aussi bien face à la Syrie et la Libye qu'à Israël. Avec la Jordanie, le danger est différent : le roi Hussein a été déclaré interlocuteur officiel d'Israël par cet Etat pour toutes les « questions » palestiniennes, et la réouverture du parlement jordanien dernièrement, suspendu depuis 1974 et qui comprend 50% de députés palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie, est un autre élément qui font craindre à Arafat que le peuple palestinien soit représenté par d'autres.

Mais pour le peuple palestinien, l'une des questions fondamentales reste celle-ci : l'O.L.P.

peut-elle prétendre à être son représentant unique ? De quel mandat précis Arafat et les chefs de son organisation peuvent-ils se targuer, et avec quelles possibilités de contrôle ?

L'O.L.P. est une organisation politico-militaire et qui en toute logique précipite le peuple palestinien vers l'étatisme, alors que ce projet ne pourra se réaliser qu'à l'image de l'intransigeance monothéiste, comme Israël, ou de l'hypocrisie, comme le Liban, officiellement pluraliste mais en réalité sous la domination de la communauté chrétienne maronite.

L'O.L.P. ne possède que la seule légitimité qu'elle s'arroge. Le peuple palestinien, en récupérant une partie de sa terre, aurait l'occasion d'être à l'origine d'un vaste mouvement fédéraliste, contractuel et égalitaire, donc anti-étatiste, seule solution de paix réaliste et durable. Gare aux chefs militaires d'un jour, politiciens le lendemain... Ni les uns ni les autres n'ont jamais défendu les intérêts du peuple.

J.-L. Perlier

L'ANARCHISTE ALLEMAND AUGUSTIN SOUCHY EST MORT

COMME annoncé dans le précédent Monde libertaire, nous publions un second article sur la vie d'Augustin Souchy qui rappelons-le avait signé une pétition de soutien à Radio-Libertaire.

Il n'a vécu que onze heures de l'année Orwell avant de mourir d'une grave pneumonie le 1^{er} janvier 1984 dans un hôpital de Munich. Augustin Souchy était sans aucun doute l'un des anarchistes allemands les plus connus. Il est mort sans assistance spirituelle, mais il n'en a pas éprouvé le moindre besoin. Il ne croyait pas et avait pourtant la force de « croire » à la liberté de l'Homme.

Aujourd'hui encore, je me souviens très bien de la première fois que je suis allé voir Augustin Souchy dans son appartement munichois. Je fus reçu par un vieux monsieur voûté, au visage ridé, mais qui avait une vitalité fascinante. Dans l'entrée de son petit appartement était accrochée au mur une enveloppe brune : « A ouvrir si je meurs ». Une image qui, depuis huit ans, s'est ancrée dans ma mémoire. Ce fut une impression que je pourrais, aujourd'hui encore, décrire comme si cela m'était arrivé hier. Sa chambre était une gigantesque bibliothèque, remplie de livres et de publications de tous les pays. Augustin Souchy parlait couramment huit langues. Sur les murs, il y avait des souvenirs de ses innombrables voyages. Cette envie des voyages ne l'avait pas quitté malgré son grand âge, lui qui fut surnommé « l'étudiant de la révolution ». Pourtant Augustin Souchy était presque aveugle. Il avait dû subir deux opérations des yeux ces dernières années. A la fin, sa vue était troublée par ce que l'on appelle des taches noires. Il ne pouvait lire et travailler à ses livres que grâce à d'énormes loupes. Il avait appris à vivre avec cette gêne. En souriant, il racontait le commentaire de son oculiste, lors d'une de ses visites : « Si vous étiez mort à quatre-vingt ans, vous n'auriez pas eu ce problème ».

L'histoire d'Augustin Souchy est aussi l'histoire de trois quarts de siècle de révolutions dans le monde. Augustin Souchy est né le 28 août 1892 dans la ville aujourd'hui polonaise de Ratibor, de parents sociaux-démocrates. A treize ans, il rêvait déjà d'une vie révolutionnaire, et il fut arrêté pour la première fois à l'âge de dix-neuf ans. Il fut plus convaincu par les idées de l'anarchiste Gustav Landauer (qui fut sauvagement assassiné par les soldats gouvernementaux en 1918, après l'écrasement de la République des conseils de Munich) que par les idées de la communiste Klara Zetkin ou celles du social-démocrate August Bebel. « C'était le socialisme vers lequel je me sentais naturellement attiré » me raconta-t-il plus tard à propos du projet de société de Landauer. Alors qu'il prenait part à une rencontre antimilitariste, en Autriche, en 1914, juste après la déclaration de guerre, il fut arrêté et expulsé en Allemagne. Sur son mandat d'expulsion figurait, en gros, la mention « Attention anarchiste ! ». Ses mémoires, qui portent ce titre, sont disponibles en allemand aux éditions Trotzdem de Reutlingen et furent publiés en anglais par Cienfuegos-Press.

Antimilitariste, il refusa de se laisser enrôler pour « l'empereur, le peuple et la patrie » et partit en Suède. Là aussi, il connut la prison. Ce n'est qu'en 1919 qu'il revint de sa captivité en Suède et il devint membre de l'Union des travailleurs libres d'Allemagne (F.A.U.D.), syndicat anarcho-syndicaliste qui comptait jusqu'à 100 000 membres. En 1920, il fut délégué par la F.A.U.D. pour aller en Union soviétique participer à un congrès international de syndicats organisé par le gouvernement soviétique.

Vladimir Ilitch Oulianov, alias

Lénine, s'efforça, au cours d'une audience privée, de le guérir de sa « maladie infantile » : « le radicalisme de gauche ». En vain. Le livre que Souchy publia à son retour — et qui fut réédité depuis — La vie des ouvriers et des paysans en Russie fut l'une des premières critiques sévères des orientations suivies par la révolution russe.

En 1921, il fut l'un des fondateurs de l'Internationale des syndicats anarcho-syndicalistes. Il en fut l'un des secrétaires, ainsi que l'anarchiste allemand Rudolf Rocker et que le russe Alexander Shapiro. En même temps, il était l'un des rédacteurs de l'hebdomadaire de la F.A.U.D., Le Syndicaliste. C'est à Berlin qu'il vécut la prise du pouvoir par les Nazis. Quand la radio annonça l'incendie du Reichstag, il était avec Erich Mühsam et il décidèrent de fuir ensemble l'Allemagne hitlérienne. Mühsam fut arrêté le lendemain matin, alors qu'il se rendait une dernière fois à son domicile connu de la police, et fut assassiné quelques mois plus tard par les sbires nazis. Souchy s'enfuit, la police le recherchait lui aussi et sa photo était déjà affichée dans les rues.

Augustin Souchy était à Barcelone quand les premiers coups de feu éclatèrent le 19 juillet 1936. Trois jours plus tard, il annonçait à la radio la victoire de la révolution espagnole sur le général fasciste Franco. Mais le fascisme n'avait pas été vaincu partout en Espagne. A la fin de la guerre civile, il se réfugia en France pour échapper aux troupes de Franco et aux soldats nazis. Ses mémoires, sur les réalisations de la révolution espagnole et sur la collectivisation, sont remarquables. Ce livre, intitulé « Nuit sur l'Espagne », décrit de manière captivante et instructive le processus révolutionnaire, par l'un de ses acteurs. Déchu de sa nationalité allemande, il s'exila au Mexique avec un passeport espagnol. Ensuite, il voyagea dans le monde

entier, en tant que délégué de différents syndicats et journaux, tint des conférences, alla à Cuba avant et après la révolution. Dans les années 60, il travailla pour l'Alliance internationale des syndicats libres, réformiste, et pour le Bureau international du travail, à Genève. Une fonction qui lui attira de multiples critiques de la part de ses compagnons et compagnes anarchistes. De toute façon, ses positions politiques lui apportèrent souvent de nombreuses et vives critiques. Ainsi, en réponse à une déclaration du philosophe marxiste Georg Lukacs, qui disait préférer le plus mauvais des socialismes au meilleur des capitalismes, il répliqua en 1977, dans une interview au sujet de ses rapports avec la R.F.A. : « Plutôt la pire des démocraties que la meilleure des dictatures ».

« Beaucoup d'efforts, peu de résultats », tel était le bilan d'Augustin Souchy dans les mémoires

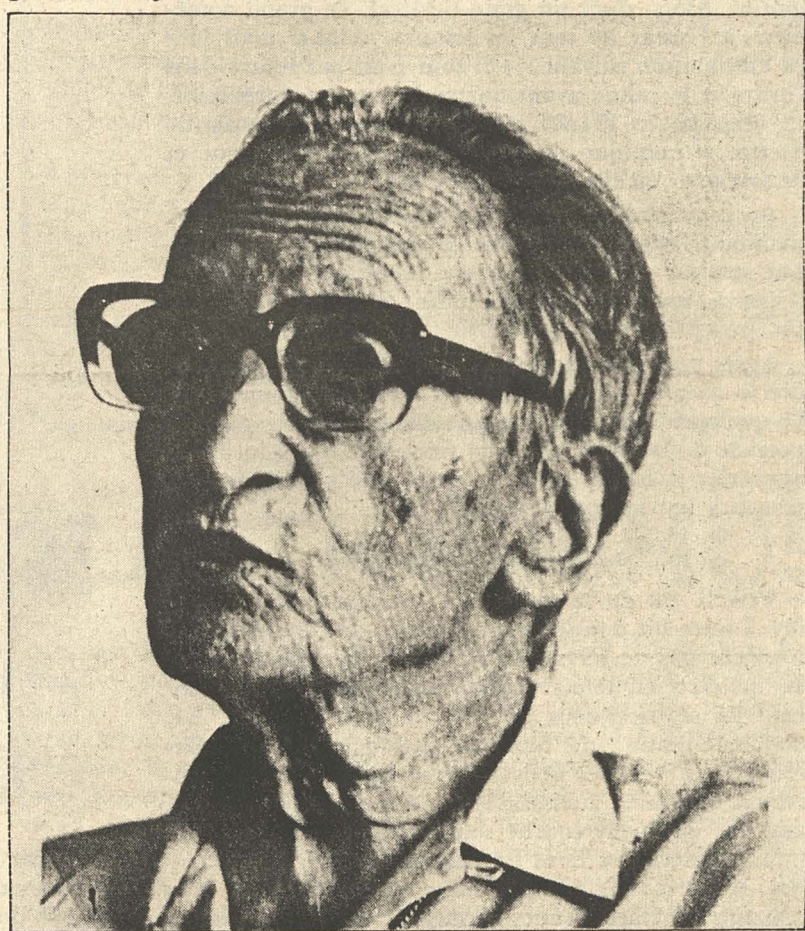
de sa vie. On pourrait croire que quelqu'un qui résume sa vie entière en une telle phrase lapidaire et qui dit qu'il n'a pas peur de tirer un tel bilan, s'est profondément résigné. Mais je n'ai jamais eu cette impression. Une fois, alors que je le questionnais pour le journal berlinois de gauche Le Journal, il me dit : « L'anarchisme n'est pas quelque chose de figé. C'est une soif de liberté, une soif de justice, c'est la soif d'une société parfaite, ce n'est pas cette société parfaite. Celle-ci n'existera jamais. »

Cette opinion, il l'a aussi traduite dans ce petit poème qui résume sa vie :

« Comparé à l'éternité,
Qu'il est court le temps d'une vie.
Ne pouvant atteindre l'objectif,
Il ne nous en reste que la soif. »

La soif d'Augustin Souchy s'est éteinte le 1^{er} janvier 1984.

Hans-Ulrich Dillmann



Des nouvelles de la Fédération anarchiste londonienne

HUIT mois se sont écoulés depuis la réunion initiale de la Fédération anarchiste londonienne. Durant ce laps de temps, nous avons acquis une expérience des difficultés pratiques inhérentes à l'organisation de notre fédération, tout en essayant de ne pas nous départir de notre enthousiasme.

La difficulté majeure à laquelle nous nous sommes heurtés a résidé dans la tentative de conciliation des différentes exigences des groupes et des individus au sein d'une même structure. Ce point a entraîné quelques problèmes et a provoqué énormément de débats et de réflexions.

Lors de notre dernière réunion (10 décembre), nous sommes tombés en accord sur le fait que nous devons résoudre nos conflits de la manière suivante. Dans l'avenir, l'A.L.F. sera composée uniquement de groupes. N'assisteront aux réunions que les délégués de groupe. Ces réunions auront pour objet de faciliter la discussion et la coordination entre les différents groupes établis à Londres. Ces résolutions devraient par ailleurs permettre un bon accueil des nouveaux groupes et de ceux qui sont solidement constitués.

La prochaine réunion de l'A.L.F. aura lieu le samedi 14 janvier.

Anarchist london federation
(extrait de Freedom)

NOUVELLES D'OMORI

NOUS avons récemment reçu un télégramme du W.R.I. Japon nous annonçant que la demande d'appel déposée par K. Omori avait été acceptée. Nous ne savons pas, pour l'instant, à quelle date se déroulera ce nouveau procès, mais nous vous en informons dès que nous aurons d'autres nouvelles.

LA GARDE CIVILE PROFITE DU CHÔMAGE !

DEPUIS quelque temps le gouvernement a lancé une campagne nationale incitant les jeunes à effectuer leur service militaire au sein de la Garde civil (ou Gardia civil). Selon les statistiques déjà publiées, 11 000 demandes ont été satisfaites et seront payées à 30 000 pesetas (soit environ 1 800 F) par mois. La question que l'on se doit de poser au gouvernement, au sénat et à tous ceux qui ont préparés cette magouille : « Messieurs, où prenez-vous l'argent pour payer ces futurs gardes civils ? Ne serait-il pas plus honnête de la donner aux millions de chômeurs plutôt qu'à cette saloperie de corps ? »

Les contribuables, et nous en l'occurrence, sommes scandalisés de participer à berner la jeunesse avec de l'argent qui de plus sort de notre poche. S'il nous importe peu que cet argent soit distribué pour les routes, écoles, collectivités ou coopératives ouvrières, nous ne pouvons tolérer, en revanche, que celui-ci aille alimenter ce corps répressif ainsi que d'autres, policiers et militaires.

Les forces vives de l'Espagne réclament depuis longtemps la dissolution de ce corps mais il faut croire que cette sinécure est trop rentable pour la bannir.

Nous savons que pour beaucoup de jeunes, l'offre de salaire est plus alléchante que le corps lui-même, mais lorsqu'ils auront terminé leur service soit ils partiront s'il y a du travail, soit il s'engageront.

Non au service militaire et surtout dans la garde civile.

Traduit de Solidaridad obrera

LA MUTINERIE DU « FRANCE » EN 1919

FAISANT suite à l'article paru dans ces colonnes la semaine dernière, nous présentons aujourd'hui la conclusion des mémoires du marin Canonne évoquant les mutineries de la flotte française en mer Noire, en 1919.

Et particulièrement celle à bord du *France* qui entraîna pour ses principaux auteurs, les condamnations suivantes : Delarue, 8 ans ; Huret, 7 ans ; Lagailarde, 6 ans ; Ricros, 6 ans ; Vuillemin, 5 ans ; Canonne, 5 ans.

Le lendemain, dimanche 20 avril 1919, au matin le pavillon rouge est hissé par des camarades au mât de beauprés salué frénétiquement par les marins présents. Aussitôt des groupes se forment alentour. Le commandant en second Lefèvre se présente et ordonne de l'enlever. On ne l'écoute pas. Cet homme qui, la veille encore, n'avait que menaces au lèvres se fait alors suppliant ! Trop de souvenirs étaient encore vivaces au cœur des hommes de l'équipage pour qu'il obtienne, par ce moyen, le moindre résultat. Il en obtint un seul, ce tyran aussitôt fut hué !...

Il ne renonça point pour autant. Il tenta de nous prendre par les sentiments. Tour à tour il faisait jouer l'amour de la patrie, la conception de l'honneur, etc. Tout fut inutile. Alors, dans un geste théâtral, en grand comédien, à l'instar de tous les jésuites, celui-ci nous lança l'ultimatum suivant : « Si tout n'est pas rentré dans l'ordre et le calme avant quatre heures cet après-midi, en rentrant en France je me fais moine ». Inutile de décrire le comique de cette déclaration saugrenue et de souligner qu'elle nous fit bien rire.

Au commandant Lefèvre succéda l'amiral Amet, commandant l'expédition navale en mer Noire. (...) Sa venue relevait de la provocation. Méprisant ou paternel il essaya, mais en vain, de rétablir la discipline. Menaces, puis promesses, rien n'y fit.

Après une entrevue avec nos délégués il dut reprendre le chemin du *Jean Bart* tel qu'il était venu, salué de quelques huées accompagné dans sa vedette par une poignée de fauberts (1) et de vieux balais qui lui firent apprécier la haute estime et l'affection prodiguée à sa personne par les équipages de la flotte.

La fusillade de Sébastopol

Vers la fin de la matinée l'autorisation de descendre à terre fut donnée aux membres de l'équipage qui n'étaient pas de service l'après-midi. Vers deux heures les matelots en tenue comme en temps normal prennent les embarcations qui les conduisent à quai. Là, depuis le matin, une foule sympathique attendait. Des cris accueillirent les arrivants, des embrassades !... Entre ces opprimés, haïssant l'ancien régime qui les avait asservis, qui avait courbé sous le joug leurs aïeux depuis des siècles et dont ils venaient de briser les chaînes, et les marins français dont on voulait faire leurs assassins la fraternisation s'opérait. Des gens descendaient toujours de la ville et ce fut bientôt, sur le quai, un rassemblement imposant.

Soudain parurent des drapeaux rouges dont les marins s'emparèrent les brandissant bien haut et prenant la tête d'un cortège qui se forme sur-le-champ. Internationale et cris d'allégresse. Marins français, ouvriers et paysans russes, femmes et enfants, se tenant par les bras montaient vers la ville hurlant leur joie et leur espérance en des temps qui permettraient de connaître enfin le bien-être et la liberté.

Dans une grande artère nous fûmes rejoints par une auto militaire française qui stoppa la tête du cortège. Un capitaine s'enquit de ce qu'il se passait. Il ne fut pas long à s'en rendre compte par lui-même, et omit d'attendre la réponse. L'auto fila rapidement. Un instant après une fusillade éclatait, dispersant la foule sans défense, sans armes, qui prise de panique, cherchant un refuge, se répandit de tous côtés.

Des cadavres restaient allongés sur la chaussée : hommes, femmes, marins français. Les balles françaises avaient une fois de plus fait couler le sang du prolétariat. Les bourreaux pouvaient être fiers et rire de ce nouveau crime qui ajoutait une page rouge à leur histoire.

Et puis parurent les assassins ; une compagnie de débarquement du *Jean Bart* descendue à terre avant le mouvement et qui avait obéi aux ordres criminels du grand état-major...

C'est en pleurant et d'une voix émouvante que notre camarade Vuillemin somma le commandant de faire le nécessaire pour que cet acte infâme ne restât pas impuni. L'indignation était telle que les marins ne parlaient que de venger les victimes. Ce fut grâce au sang-

froid de nos délégués s'il n'y eut pas d'autres faits plus graves. Un grand pavoi rouge fut hissé en tête du grand mat, mais fut bien vite ramené. En fin de journée le calme revint peu à peu et le jour tragique s'acheva sans autres incidents.

Les revendications

Lundi 21 avril 1919. Les choses en sont toujours au même point. Les délégués sont toujours en conversation avec les états-majors. Les points principaux sur lesquels ils discutent sont :

- la cessation de la guerre en Russie ;
- l'évacuation des bâtiments d'escadre et des troupes des ports russes ;
- la démobilisation des vieilles classes ;
- une amélioration de la nourriture et l'assouplissement de la discipline.

Durant ce temps les matelots font leur travail, assurent leur service en dehors de la tutelle des « bœufs » (officiers-mariniers) ceux-ci étant exclus de l'activité des navires. Ils vont et viennent, sous l'œil indifférent des équipages, tentant de sonder les sentiments à leur égard, car la peur les ronge pour la plupart. (...)



Dans la soirée, des soldats français du corps expéditionnaire vinrent se renseigner aux fins de savoir ce qu'ils devaient faire. Nos délégués leur dirent d'attendre les événements. L'armée sympathisait avec nous.

Mardi 22 avril 1919, les dispositions de charbonnage sont prises, un « charbonnier » accoste le long du bord et avec joie nous remplissons les soutes du *France*. Bonne humeur, gaité, chants accompagnent l'opération à preuve qu'il n'est pas besoin de « discipline » pour que tout se passe pour le mieux sans tire-au-flanc. Nos gardes-chiourmes contemplent ces ébats.

Une compagnie de débarquement rentre à bord ayant exigé d'être relevée en ayant assez de la besogne inique à laquelle on la contraignait. Des rumeurs circulent, elles sont démenties, d'autres prennent leur place... et ça continue ! Enfin l'une d'elle rase le sol, prend corps, on rentre en France. La volonté générale était que l'escadre expéditionnaire tout ensemble appareille. La question était débattue et les états-majors ne restaient pas inactifs. L'équipage du *Jean Bart* met fin à son mouvement. Mauvais présage. Les autres navires marchent au ralenti. Il n'y a plus que le *France* qui tienne le coup sans défaillances, il faut l'isoler. Son départ est donc décidé. L'état-major et l'amiral Amet, lui-même, engagent leur parole d'honneur sur le fait qu'aucune sanction ne sera prise à l'encontre de quiconque parmi les mutins. Nous nous rendrons compte, en France, de la valeur de cette parole qui fut reniée. (...)

Le départ

Mercredi 23 avril 1919. Au matin le guindeau (2) vira les ancres et le *France* apparut seul. Tel en avait été décidé sous le prétexte que l'on ne pouvait abandonner le matériel et les hommes à terre. Il fut entendu que si le commandant reprenait son poste, les « bœufs » n'useraient que d'une autorité restreinte à la seule néces-

sité. La mer prise, la canonnière *Algoöl* nous suit à la trace. Les Dardanelles franchies un télégramme ordonne de rallier Bizerte. Un peu de flottement, car c'est un piège dans lequel nous tomberons, mais il faut en passer par là.

Mardi 29 avril 1919. Nous mouillons en rade de Bizerte et sommes en quarantaine. Vie monotone. Nous apprenons enfin qu'une commission d'enquête doit venir sur place, c'est-à-dire à bord du *France* même. Elle fait son apparition un beau matin. Composée d'officiers supérieurs et subalternes, présidée par l'amiral Barthe, elle ne peut donner ainsi aucune garantie d'impartialité. Homme par homme, tout l'équipage est interrogé. Quelles seront les conclusions ?...

En attendant une nouvelle circule qui laisse entendre que nous partons tous en permission. La joie est générale car chacun se fait une fête de revoir ceux qui lui sont chers. Il n'y a plus qu'un sujet de conversation, la perm... Et les projets s'ébauchent, moi je ferai ceci, moi cela... Nous sommes prêts, avec nos sacs, et nous attendons les embarcations qui doivent nous mener à bord du croiseur *Condorcet* chargé de nous diriger vers la France.

Pourtant nous étions quelques-uns qui ne devaient point goûter à ce bonheur ; la haine n'avait pas désarmé, là où la force n'avait pu s'employer, la ruse triomphait. Discrètement, l'un ou l'autre était avisé d'avoir à se rendre au carré — salle à manger des officiers — où le commandant nous attendait. A la porte, revolver au côté, un officier marinier nous faisait entrer.

Le commandant en second Lefèvre, assis, ayant devant lui une feuille de papier journal, nous apostrophe dès l'arrivée, de cette voix autoritaire qu'il a retrouvée pour la circonstance. « Vous êtes débarqué par mesure disciplinaire », dit-il. Puis désignant une porte à l'opposé de celle par laquelle nous étions entré : « Par là », achevait-il brutalement.

Devant celle-ci un autre officier marinier armé nous montrait l'échelle de la plage arrière. Là, gradés supérieurs et officiers mariniers étaient rangés jusqu'à la coupée où une grande vedette était accostée. (...) Sous la garde de marins arabes, la vedette nous mène à terre. Là un détachement de tirailleurs indigènes nous attend avec des camions et, en route, pour la caserne Farre, où après la fouille, nous sommes enfermés dans les locaux disciplinaires. Secret absolu. Aucune communication avec l'extérieur. Nous sommes considérés comme très dangereux et les tirailleurs qui nous gardent ont une consigne sévère.

La prison

Pourtant, peu à peu, des tirailleurs plus âgés relevant les premiers, la consigne se relâche et nous pouvons avoir des nouvelles de l'extérieur et même quelques journaux. Nous apprenons que nous ne sommes pas abandonnés, qu'en France des hommes ont pris notre défense et qu'ils sauront nous défendre.

Les jours s'écoulent, la confiance ne nous a pas quittés. (...)

Surprise et inquiétude nous gagnent lorsque nos délégués, qui étaient partis en permission, nous rejoignent en détention. Quel aspect vont prendre les choses ? Ils ont été rappelés par télégramme et on les emprisonne. L'autorité n'abandonne pas aussi facilement sa proie !

Un semblant d'enquête se poursuit, mais la lâcheté et l'hypocrisie vont encore jouer leur rôle. Soit-disant se continuent les travaux de la commission qui visita le *France* et qui ne « devait pas prendre de sanctions ». Quelle ignominie ! Enfin tout se précise ; un capitaine de corvette vient ouvrir l'instruction de l'affaire et, sans quitter Bizerte, nous sommes transférés de la caserne Farre à la caserne Gapy. Nous apprenons que le cuirassé *Voltaire* ébauche un mouvement dans la baie de Sidi-Abdallah ; étant isolés les nouvelles nous parviennent déformées, contradictoires, transmises par les hommes de corvée. C'est pour la nourriture, disent les uns, les corvées trop fréquentes disent les autres... Ce qu'il y a de certain c'est que, sans entente avec le *France*, la révolte gronde partout... Il y a des arrestations. Nos camarades sont enfermés à la caserne Farre... D'autres nouvelles, en France, la révolte gronde à Toulon, à bord du cuirassé *Provence*, sur d'autres bateaux, le *Bruix* à Brest, un peu partout dans les dépôts. Pouvons-nous espérer ? Un avenir meilleur se dessine-t-il pour les peuples ? Hélas ! Illusions seulement...

Canonne

(1) Balai-de vieux cordages servant à nettoyer le pont d'un navire.
(2) Treuil pour lever l'ancre.

« LES MOUCHOIRS ROUGES DE CHOLET »

NOTE DE LECTURE

par Michel Ragon

DANS Quatre-vingt-treize, Victor Hugo nous avait conté la Chouannerie, côté jardin, avec ses grands personnages et ses archétypes. Michel Ragon, dans le roman qu'il vient de faire paraître, entreprend de nous les restituer côté cour !

Mais ce livre (1), est-ce l'histoire d'une époque, l'histoire d'une guerre civile ou l'histoire des hommes qui subissent le bouleversement profond d'un monde qui, en mourant, donne naissance à un autre ? C'est évidemment tout cela, mais c'est surtout l'histoire d'un village pendant un quart de siècle ! Le livre s'ouvre sur un tableau d'apocalypse qui nous fait songer aux horreurs dépeintes par Dante. Nous sommes en 1796, les colonnes infernales, envoyées par le Directoire, ravagent le pays. Après le passage des hussards, le bocage devient désert. Les fermes brûlent ; les églises noircies dressent leurs ruines calcinées vers leur Dieu qui les a abandonnés ; le bétail égorgé pourrit sur place ; les hommes gisent à l'endroit où on les a massacrés ; les femmes violées errent dans la campagne ! Les armées républicaines ont labouré en tous sens la terre du roi et des prêtres.

Ceux qui ont réussi à survivre ont fui vers la forêt où ils se terrent. Et puis, brusquement, le bruit des galopades cesse, les corbeaux reprennent leur vol dans le ciel, avant de se ruer à la curée. Un à un, les hommes sortent du bocage. Ils vont se réinstaller dans les ruines de ce qui fut un village et tout va recommencer. C'est leur histoire que nous conte

Ragon — une histoire qui va du Directoire à la Restauration, en passant par le Consulat et l'Empire. Mais si l'histoire s'écoule, si parfois de grands personnages poussent leurs chevaux vers ces terres arides, brûlées, qui essaient de renaître, et y distribuent la bonne parole, la misère, le travail exténuant, la crainte — la superstition également — restent collés à la peau de ces hommes qui ne comprennent pas et auxquels le roi, la religion, la République et l'Empire apportent les mêmes spoliations et les mêmes horreurs.

Pour illustrer son propos, Michel Ragon va nous dresser le portrait de ces paysans courbés sur une terre dont les fruits sont rares et qui doivent être à nouveau partagés avec le seigneur, lorsque celui-ci revient de l'émigration ou sort de la ville où il s'était réfugié. Ces hommes sont nos anciens : Dochagne, paysan obstiné à reconstituer ce qu'il a perdu ; Chante-en-Hiver, le chouan, forgeron qui, malgré ses misères, reste attaché au monde qui va disparaître ; le savetier Gâtine, l'athée, l'humaniste — un homme que Rousseau eut aimé — (et que l'auteur peint avec tendresse et dans lequel on devine qu'il a mis beaucoup de lui-même) ; enfin, Tête-de-Loup, le rebelle, un homme suivant mon cœur, qui court le pays à la recherche de sa liberté, qui aime et qui hait avec la violence des premiers temps. Et puis, il y a les autres : le meunier, maire, homme de tous les régimes, lien essentiel entre le pouvoir et le peuple, qui prélève sa part

sur les récoltes (ce qui lui permettra de vivre gros et gras), deux prêtres (l'un réfractaire, l'autre constitutionnel), deux « noblions » (un comte affairiste qui fait rendre à son bien toute la sueur de ses métayers et un baron drapé dans les oripeaux de la petite noblesse crottée de la province).

Dans le livre de Michel Ragon, il y a des pages chatoyantes qui sentent bon la luzerne et le blé mûr et qui font penser à Jacquou le Croquant, il y a des pages dures où l'on sent frissonner une colère qui remonte aux premiers âges de l'humanité. Il y a surtout cet étrange contrat entre la campagne et le bourg, dont Ragon nous peint le mouvement et la couleur. Dans les dernières pages du livre, ces paysans, qui avaient fini par reconstruire leur village, s'en vont reconstruire ailleurs le village de leurs rêves, car ils sont chassés par la concentration des terres, imposée par le nouveau système économique qui les rassemble pour qu'elles soient plus rentables — et on entend comme le premier souffle de la société industrielle qui impose ses exigences.

Le livre de Ragon est un beau livre, un grand livre dans lequel la poésie se marie avec la force du style pour nous donner des images flamboyantes. C'est un livre duquel la pensée libertaire suinte à chaque page, un livre qui s'inscrit dans cette percée littéraire vers nos campagnes qu'Erckmann-Chatrian a ouvert au siècle dernier.

Maurice Joyeux

(1) Editions Albin Michel, en vente à la librairie du Monde libertaire, 65 F.

« ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY »

Par Bernard Boissat

CINÉMA

DERNIER film (1) de la série « Ecoutez... » (2) sur l'histoire du mouvement social, Bernard Boissat y fait revivre un « personnage difficilement remplaçable à notre mouvement et à notre affection ».

En effet, May, tu es là ; tu nous parles de tes combats et de tes convictions. Tu nous avais déjà narré tes « exploits » dans ton livre *May la Réfractaire* (3) publié pour tes 81 ans d'anarchie. Mais là, sur l'écran, tu nous racontes l'histoire telle que tu l'as vécue, avec toute la passion et la verve haute en couleur qu'on te connaissait. Quelle joie de te revoir ! On en oublie l'œil du cinéaste. Tout y est transparent, Bernard Boissat, sans prendre position, vous laisse évoluer devant sa caméra, toi et tes compagnons. Et c'est chouette ! Il fait revivre à travers ton portrait 60 années de l'histoire sociale.

Ceux et celles qui on fait un petit bout de chemin avec May la retrouveront telle qu'ils l'ont aimée et telle qu'ils l'ont connue.

Corine
Gr. E. Varlin

(1) Ce film n'a été projeté que cinq fois dont deux lors de la Journée du livre organisée par les groupes Varlin et du Marais ; il semblerait intéressant que de telles initiatives se reproduisent.

(2) Du même auteur, on peut voir également : *Ecoutez Claudot*, *Ecoutez Jeanne Humbert*, *Ecoutez Bizeaux*, *Ecoutez la Bourse du travail de Paris*.

(3) En vente à la librairie du Monde libertaire, 60 F.



SPECTACLE

BALLADE AU GYMNASSE FONT ET VAL

INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 2 février :
« Musique classique » (14 h) : deux heures classiques...
« La vie d'artiste » (16 h) : Marie Courcelle et Gilles Elbaz.
« Si vis pacem » (18 h) : Alain Gesgon nous parlera des affiches antimilitaristes.
« L'Invité quotidien » (20 h) : les parc-mètres, contrôle radio, etc.

• Vendredi 3 février :
« La bourse et la vie » (10 h) : l'invité sera la revue *Bankalement-votre*.
« De bouche à oreilles » (16 h) : Mannick, Daniel Jumeau.
« Radio-Esperanto » (19 h)

• Samedi 4 février :
« Samedi et vous » (9 h) : à propos du livre *Terre des femmes*.
« Radio-Libertaria » (14 h) : des nouvelles d'Amérique latine ;
(16 h) : chroniques animées par la C.N.T.E.
« U'Kamau » (20 h 30) : le Brésil, la réserve du Xingu.

• Dimanche 5 février :
« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h) : émission anticléricale de la Libre Pensée.
« Grand Angle » (17 h) : le magazine parlé du cinéma, de la photo et de la vidéo.

• Lundi 6 février :
« Le sac à malices » (14 h) : approche de la micro-informatique avec X 2000.
« Voix libres » (15 h) : *Le Fétichiste* de Michel Tournier.

• Mardi 7 février :
« Plasticisimus » (13 h) : avec une interview de Li-Shuang (peintre) et de Logomotive.
« L'Invité quotidien » (20 h) : à propos du livre *Le Feu souterrain*.

• Mercredi 8 février :
« Le bal des affreux » (10 h 30) : surprise... de Y. Lecordier.
« Nouvelle émission » (12 h) : avec de la B.D. et de la science fiction... et *Fluide glacial* (brr...)
« Tam-Tam » (18 h) : l'actualité antimilitariste.
« L'Invité quotidien » (20 h) : le Comité famine Ukraine 1934.

• A partir du lundi 6 février, une nouvelle grille sur 89,5 MHz.

RADIO

PLASTICISIMUS

S'il est frustrant pour un auditeur d'entendre parler d'art plastique et de ne jamais voir la création, il en est de même pour l'artiste qui, invité à la radio, parle de ses œuvres et ne peut les montrer. De plus les analyses sur les problèmes artistiques se succèdent dans *Le Monde libertaire* sans que cela débouche sur une mise en contact du lecteur et du créateur.

L'arrivée de *Plasticisimus* devant impulser des manifestations relatives aux arts plastiques s'avère donc une nécessité. Le point de départ en fut la volonté des camarades de Radio-Libertaria d'animer les locaux de la rue des Vignoles.

Il fallait donc trouver une formule qui permette de s'adapter aux impératifs inhérents à ces locaux et à *Plasticisimus* de se manifester. Un premier projet est donc de faire un week-end de la revue d'artiste avec présentation de publications, lectures et performances ; par la suite, un week-end de cinéma d'art plastique ; à plus long terme, évidemment, des expositions, installations, etc.

Plasticisimus, animé par des libertaires, outil des manifestations artistiques, émanant de Radio-Libertaire et du *Monde libertaire*, ne sera en fait que ce que nous aurons le courage et la volonté d'en faire.

Servin

— Enfin les revoilà !
— Qui ça ! Eux ?
— Oui, eux ! Font et Val !
— Eh ben, cela faisait un bail que l'on ne les avait pas revu avec un théâtre pour eux tous seuls !
— Oui un grand théâtre où il y a de la place pour tous les copains !
— Et où on est bien assis !...
— Toujours aussi proches de la réalité ?
— Toujours aussi percutants !
Font et Val organisent leur délire et ont l'air de prendre autant de plaisir à faire leur spectacle que le spectateur à le voir. On s'y croirait !

Comment ! Vous n'avez pas encore pris vos places. Précipitez-vous au Gymnase, il en reste quelques-unes pour vous et tous vos amis. Bon voyage...

Théâtre du Gymnase, 38, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 10^e, tél. 246.79.79.

Nathalie et Gilles

CONFÉRENCE DE STOCKHOLM :

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE A COMMENCÉ

QUAND Jimmy Carter a été élu président des Etats-Unis, tout le monde a rigolé : pensez donc, un cultivateur de cacahouettes, lecteur de Bible et dévot. Quand Reagan a été élu, de même : un ancien cow-boy de westerns série B. Ils sont fous ces Américains !

Il n'empêche que le cow-boy a ramené l'inflation de 14% à 5%, développé une fantastique politique d'armement, mis en œuvre une politique monétaire qui écrase le tiers-monde et met les pays industriels d'Europe occidentale sur les genoux.



M. A. Gromyko, représentant de l'U.R.S.S., à Stockholm.

Moderniser les forces de combat

Dès son accession au pouvoir, Reagan a mis en application son programme : diminution des impôts et rétablissement de la puissance militaire des Etats-Unis.

Ainsi, 185 milliards de dollars de dépenses supplémentaires ont été demandés pour moderniser les forces de combat, ce qui avec les autres dépenses demandées par le secrétaire à la Défense devait faire passer les dépenses militaires à 327 milliards de dollars en 1984. La fonction du système militaire industriel américain est de préserver l'« american way of life », de défendre le « monde libre » contre la menace communiste et d'assurer l'approvisionnement et l'acheminement des matières premières pour préserver l'hégémonie américaine.

Un objectif d'une telle ampleur et d'une telle complexité ne peut se réaliser que par la mise en place d'une stratégie élaborée, qui a subi diverses évolutions depuis la Seconde Guerre mondiale.

La stratégie actuelle du président, largement inspirée par James Schlesinger et le général Alexander Haig, considère que les intérêts des Etats-Unis peuvent être menacés dans n'importe quel point du globe. L'ordre international ne peut être assuré que par les Etats-Unis de façon unilatérale. Les initiatives soviétiques dans le tiers-monde doivent être systé-

matiquement contrées. Les négociations sur le contrôle des armements, selon le général Haig « ne peuvent être la pièce maîtresse ni le baromètre crucial des négociations américano-soviétiques ».

Contrôle des armements et négociations

Ces négociations sur le contrôle des armements nucléaires deviennent donc parfaitement secondaires sinon pour la forme : l'échéance électorale de novembre 1984 aux Etats-Unis. Sur le fond, en effet, l'indifférence est telle que Helmut

sition à la politique américaine, toute interprétation divergente sont considérées comme une soumission consciente ou non au bloc communiste. L'Europe est fermement invitée à participer au renforcement de la force militaire américaine face à l'U.R.S.S. en prenant part aux actions de police dans le tiers monde et en acceptant l'installation de missiles sur le territoire européen.

L'Europe, champ de bataille

L'installation des missiles Pershing II et des missiles de croisière G.L.C.M. (Ground Launched cruise missiles, missiles de croisière lancés du sol) en Europe revêt une importance particulière. Ils sont destinés à être utilisés en tant qu'armes de « première frappe ». Caspar Weinberger déclare qu'ils « donneront les moyens effectifs d'attaquer des points névralgiques et des objectifs qu'il est urgent d'anéantir : silos de missiles, centres de communications et de contrôle ».

Tandis que les Pershing attaqueront les points névralgiques, les G.L.C.M. atteindront des objectifs « plus en profondeur » sans qu'il soit nécessaire de tirer des missiles intercontinentaux stationnés aux U.S.A. Les Américains espèrent ainsi, par la même occasion, que la riposte soviétique atteigne l'Europe, lieu de lancement des missiles, plutôt que les Etats-Unis, lieu de décision du lancement.

Or ces missiles stationnés sur le sol européen existent également en version sous-marine, c'est-à-dire lancés à partir de sous-marins, beaucoup plus efficaces que leurs homologues stationnés au sol car mobiles et pratiquement indétectables. On peut donc conclure que la volonté américaine de baser ces missiles sur le sol européen résulte beaucoup moins de considérations sur l'efficacité militaire globale que du souci de défendre le territoire américain « stricto sensu », en essayant de circonscire un éventuel conflit nu-

Désormais les conflits internationaux sont tous perçus comme des manifestations de la rivalité Est-Ouest, et toute oppo-

M. Shultz, représentant des Etats-Unis, à Stockholm.



GATTAZ FOR PRESIDENT



M. Gattaz, aux Etats-Unis, c'est selon l'éditorial d'un éditorial de la gauche, de samedi dernier, « Alice au pays des merveilles ». En France, pour le président du C.N.P.F., il faudrait appliquer les mille trucs et machins de Ronald Reagan, ce qui en langage plus sophistiqué donne : « Une politique de réduction des dépenses publiques, une détaxation, c'est-à-dire un allègement significatif des charges des entreprises, une déréglementation, c'est-à-dire la suppression des contrôles et contraintes administratives. »

Laissez-moi licencier et débarrassez-moi des syndicats qui gênent le profit sont depuis des lustres les revendications essentielles du patronat. Le gouvernement de gauche lui accorde de plus quinze « zones franches », qui sont encore à l'étude, où les règles sociales et fiscales seraient assouplies pour les entreprises susceptibles d'embaucher.

A quand la suppression du code du travail et de ses contraintes intolérables pour la liberté de l'entreprise ?... M. Gattaz appelle de tous ses vœux le modèle américain, mais pour les travailleurs, le modèle français aboutit au même résultat : c'est lui qui passe à la caisse. Capitalisme privé ou capitalisme d'Etat, c'est toujours la loi du profit ! Aux Etats-Unis avec Reagan, en France avec Mauroy comme en Suède avec Olof Palme !

J.-P. G.

Les studieux conférenciers de Stockholm.



claire sur le territoire européen, qui servirait de champ de bataille.

devrait tourner autour de 190 milliards de dollars.

La campagne présidentielle

La campagne électorale pour les prochaines élections présidentielles de novembre 1984 aux Etats-Unis a commencé avec la réanimation de discussions avec les Soviétiques, à Stockholm. Un succès international de l'actuel président serait bien vu de l'opinion, surtout s'il se présentait comme un champion de la détente, maintenant qu'il a obtenu ce qu'il voulait avec l'installation des nouveaux missiles en Europe.

Les péripéties de la conférence de Stockholm, pour spectaculaires qu'elles soient, doivent être appréciées en termes de politique intérieure. Il reste que le déficit du budget 1985

Un succès international est d'autant plus nécessaire à Reagan qu'il n'a pas l'intention de jouer les mesures électoralistes sur le plan intérieur, car il compte rogner encore sur les dépenses sociales et développer son programme militaire.

Les déficits vertigineux ne semblent pas inquiéter grand monde. Une petite minorité d'économistes a beau s'écrier que les déficits actuels sont un vol de cette génération sur la suivante. La baisse du chômage, le redémarrage de l'économie, la baisse de l'inflation rassurent, même si ces aspects rassurants ne sont qu'illusoire.

Raoul Boullard